



Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

«Disons non aux guerres, disons oui à la paix et oui à la survie de la planète!»

Discours de Jeffrey Sachs à la conférence des leaders religieux du monde à Abu Dhabi

hd. Environ trois semaines avant la 28^e Conférence mondiale sur le climat (COP28), qui se tiendra cette année du 30 novembre au 12 décembre à Dubaï, dans les Emirats arabes unis (EAU), plus de 200 représentants de haut niveau représentant de différentes religions du monde entier – entre autres des représentants du bahaïsme, du bouddhisme, du christianisme, de l'hindouisme, de l'islam, du judaïsme et du sikhisme – se sont réunis, les 6 et 7 novembre 2023, à Abu Dhabi avec des personnalités issues de groupes de populations indigènes, des scientifiques et des politiciens. L'objectif de la conférence était de donner une impulsion spirituelle mondiale sur le climat. Vingt-huit représentants de communautés religieuses ont adopté et signé une déclaration détaillée sur la protection du climat (Déclaration interreligieuse d'Abu Dhabi sur le changement climatique pour la COP28)¹, qui va bien au-delà des questions techniques abordant des questions fondamentales. On y lit par exemple: «Nous reconnaissons les liens entre le changement climatique, les migrations et les conflits, et nous voyons le potentiel des personnes de foi en tant que «pacificateurs environnementaux», qui s'efforcent de créer de la compassion et des voies de médiation dans les conflits.»

L'un des orateurs de cette conférence dont les représentants se dénommaient «pacificateurs» fut Jeffrey Sachs, directeur du groupe d'étude «Réseau de solutions pour le développement durable des Nations unies». Jeffrey Sachs est connu de nos lecteurs comme ambassadeur de la paix de renom international. Dans son discours du 6 novembre², documenté dans son intégralité ci-dessous, il est également question de la paix – et du lien intime qui existe entre une politique orientée vers la paix et la protection de l'environnement naturel.

Nous sommes confrontés à la plus grande épreuve de l'humanité



Jeffrey D. Sachs
(photo mad)

Votre Sainteté, Eminences, Excellences, Mesdames et Messieurs, Nous sommes confrontés à la plus grande épreuve de l'humanité: vivre en paix dans un monde durable sur une planète surpeuplée et interconnectée. Cette épreuve, nous sommes en train

de la perdre. Le monde est en proie aux conflits. Les destructions environnementales causées par l'homme s'accroissent. La température sur Terre est aujourd'hui la plus élevée qu'elle l'a été depuis 125 000 ans.

Je condamne les hommes politiques, en particulier ceux des pays riches et puissants. Au moment même où nous aurions besoin que les dirigeants du monde entier se penchent sur la crise climatique en prévision de la COP28, nous sommes au contraire plongés dans une guerre dévastatrice au Proche-Orient.

Bien qu'il ait déjà causé la mort de 10 000 civils innocents à Gaza, le gouvernement israélien rejette les appels au cessez-le-feu lancés par la communauté internationale. Israël commet des crimes de guerre, assiège Gaza tout en bombardant des hôpitaux, des ambulances, des écoles et des quartiers, et provoque un véritable carnage.

Le gouvernement des Etats-Unis, pour sa part, oppose son veto aux appels du Conseil de sécurité



Photo de groupe lors de la conférence préparatoire des chefs religieux du monde entier pour la conférence mondiale sur le climat à Abu Dhabi. (photo partner-religion-development.org)

et de l'Assemblée générale des Nations unies en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza, prolongeant ainsi les ravages causés par Israël. En outre, alors même que la guerre fait rage à Gaza, les Etats-Unis poursuivent leur tentative inconsidérée d'élargir l'OTAN à l'Ukraine, en dépit des vigoureuses protestations de la Russie. Il en résulte une guerre par procuration entre les Etats-Unis et la Russie qui détruit complètement l'Ukraine.

Les hommes politiques des grandes puissances, en particulier la mienne, nous ont entraînés dans des guerres dont les peuples ne voulaient pas et ont retardé les mesures de lutte contre le changement climatique au point que ce dernier met en péril notre survie. Par leur incessante corruption, les politiciens ont ruiné les efforts de milliards de personnes.

Pour quelles raisons agissent-ils ainsi? Les réponses sont tout aussi anciennes qu'elles sont adaptées à la réalité d'aujourd'hui.

On pêche d'abord par arrogance. Netanyahu croit que lui et lui seul est en mesure de décider de la vie et de la mort à Gaza. Il estime qu'il n'a pas besoin de négocier avec qui que ce soit, et surtout pas avec les Palestiniens. Il se méprend totalement sur ce qui constitue la clef de la véritable sécurité pour Israël, qui passe par la justice et non par la guerre.

Vient ensuite le second péché, l'appât du gain. Nombre de nos guerres sont motivées par la recherche du profit, mais elles détruisent des richesses bien plus considérables que celles résultant de la conquête.

La corruption occupe la troisième position. Les campagnes des membres du Congrès américain sont financées par la machine de guerre américaine, c'est-à-dire par des multinationales qui ont conclu des contrats d'armement pour des centaines de milliards de dollars, pour lesquelles la guerre est une affaire et pour lesquelles les contributions aux campagnes sont le moyen d'encourager la poursuite des conflits.

Et le quatrième péché, c'est l'hérésie. Les hommes politiques sont à l'écoute de faux prophètes qui proclament que leurs nations sont les souveraines naturelles des autres. Qui donc a dit au Président Biden que les Etats-Unis étaient le pays «indispensable»? Ce n'est pas le cas. Ils ne sont qu'un pays parmi 193 autres. Ils ne représentent que 4,1 % de la population mondiale. Le monde n'a pas besoin du leadership des Etats-Unis, par contre le monde a besoin de la coopération pacifique des Etats-Unis.

Cela fait plus de 40 ans que je suis engagé dans le conseil politique. Je peux vous dire la cruelle vérité. Les nations riches et puissantes croient qu'elles peuvent dominer le monde par la ruse. Les Etats-Unis ont participé à des dizaines d'opérations secrètes visant à renverser les gouvernements d'autres pays, dont 64 cas bien documentés d'opérations secrètes de changement de régime au cours de la seule période 1947-1989. Au cours des 20 dernières années, les Etats-Unis ont renversé des gouvernements en Afghanistan, en Haïti, en Irak, en Libye et

en Ukraine, pour ne citer que quelques exemples. En 2011, le président Barack Obama a ordonné à la CIA de renverser Bachar el-Assad, ce qui a conduit à une guerre prolongée en Syrie qui a fait un demi-million de morts.

Il faut mettre fin à ce bellicisme et à ces mensonges incessants.

Nous devrions nous conformer aux paroles du prophète Isaïe et transformer les épées en socs de charrue. Avec l'aide des technologies d'aujourd'hui, nos socs de charrue et nos serpes modernes seraient suffisamment puissants pour mettre fin à la faim dans le monde, pour nourrir l'ensemble de l'humanité et pour protéger l'environnement.

La guerre à Gaza doit immédiatement prendre fin, avant qu'Israël ne commette d'autres carnages et que nous ne nous retrouvions dans une guerre régionale. Israël ne trouvera sa véritable sécurité que dans la paix, et seulement dans la paix, avec la Palestine. Lorsque la Palestine sera en sécurité au sein de son propre Etat, avec sa capitale à Jérusalem-Est et le contrôle des lieux saints musulmans, Israël retrouvera lui aussi la sécurité et la paix, et la vision d'Isaïe se réalisera.

La guerre en Ukraine peut également prendre fin et le fera lorsque les Etats-Unis renonceront enfin à étendre l'OTAN à l'Ukraine et s'engageront directement avec la Russie sur des questions urgentes de sécurité mutuelle, notamment en relançant la diplomatie en faveur du désarmement nucléaire.

Votre Sainteté, Excellences, malgré les péchés des riches et des puissants, il y a de l'espoir pour la paix. Oui, il y a de l'espoir. Et vous êtes porteurs de cet espoir.

A une écrasante majorité, l'opinion publique mondiale réclame la paix. Vous, les chefs religieux du monde, demandez la paix et priez pour elle! Les Etats membres des Nations unies réclament massivement la paix, même si Israël et les Etats-Unis ont jusqu'à présent ignoré les appels lancés par la grande majorité des Etats membres des Nations unies en faveur d'un cessez-le-feu et d'une solution à deux Etats pour le conflit israélo-palestinien.

Si le reste du monde faisait front commun en faveur de la paix, comme cela devrait être le cas, alors les Etats-Unis et Israël devront l'écouter et tenir compte de cet appel de l'humanité.

Dans son récent message mondial précédant la COP28, *Laudate Deum*³, le pape François appelle à un nouveau multilatéralisme, afin que les voix du monde entier soient entendues et que soient endiguées les manœuvres frauduleuses des puissants. Comme l'a écrit le Saint-Père: «Notre monde est devenu à la fois si multipolaire et si complexe qu'un nouveau cadre de coopération efficace s'impose. [...] Tout cela suppose l'élaboration d'une nouvelle procédure de prise de décision et de légitimation de ces décisions, car celle qui a été mise en place il y a plusieurs décennies s'est révélée insuffisante et inefficace. Dans cette perspective, il faudrait impérativement prévoir des instances de dialogue, de consultation, d'arbitrage, de résolution des conflits et de contrôle et, en fin de compte, une sorte de «démocratisation» accrue du contexte mondial, afin que les différentes réalités puissent s'exprimer et être prises en compte.»

C'est pourquoi, ici à partir d'Abu Dhabi, nous lançons un appel en faveur d'un dialogue franc et renouvelé entre les riches et les

Vladimir Poutine au sommet du G20:

«La Russie n'a jamais refusé de négocier la paix avec l'Ukraine»

«Certains de nos collègues ici présents ont mentionné à quel point ils étaient choqués par «l'agression sans fin de la Russie en Ukraine». De fait, les opérations militaires sont toujours une tragédie pour les personnes et les familles concernées, comme pour le pays dans son ensemble. Et nous devons absolument réfléchir à la manière de mettre fin à cette tragédie.

La Russie n'a jamais refusé de négocier la paix avec l'Ukraine. Ce n'est pas la Russie, mais l'Ukraine qui a annoncé publiquement qu'elle se retirait du processus de négociation. En outre, le chef de l'Etat ukrainien a signé un décret interdisant l'entrée en négociations avec la Russie.

Je comprends que cette guerre et la perte de vies humaines soient choquantes, il en irait difficilement autrement. Mais qu'en est-il du sanglant coup d'Etat de 2014 en Ukraine, qui a, dans le

Donbass, été suivi par une guerre menée par le gouvernement de Kiev à l'encontre de son propre peuple? Cela ne vous a-t-il pas choqué? N'êtes-vous pas choqué par l'extermination de civils en Palestine et dans la bande de Gaza aujourd'hui? N'avez-vous pas été choqué par le fait que des médecins opèrent des enfants – pratiquent des opérations abdominales – en utilisant leur scalpel sur le corps d'un enfant sans anesthésie? N'avez-vous pas été choqué d'entendre le secrétaire général de l'ONU dire que la bande de Gaza s'est transformée en un immense cimetière d'enfants?»

Le Président russe Vladimir Poutine par vidéo lors de son intervention à la réunion du G20 du 22 novembre 2022 en Inde; source: <http://en.kremlin.ru/events/president/news/72790> du 22/11/23

(Traduction Horizons et débats)

«La guerre trouve son origine dans l'âme des humains» – exactement comme la paix!

par Peter Küpfer

Ce journal a déjà signalé à plusieurs reprises que le nouvel «engouement pour la guerre» se manifestant dans l'Europe de l'UE, est attisé artificiellement et renforcé par de nombreux médias. Ce faisant, il ne met pas seulement notre capacité de réflexion à l'épreuve, mais fait également tarir notre sensibilité naturelle présente en chaque être humain. Cela est devenu particulièrement évident dans l'espace germanophone. Dans ma jeunesse, la déclaration faite il y a quelque temps dans les centres de commandement de l'OTAN, selon laquelle «l'Allemagne doit réapprendre à faire la guerre», aurait suscité le cri d'horreur unanime de l'opinion publique. Mais aucune opposition perceptible ne s'est manifestée, ni en Allemagne, pays modèle de l'UE, ni en Suisse, récemment à la traîne en matière de politique étrangère, ni malheureusement en Autriche, autrefois souvent plus alerte sur ce point. Au contraire, le message belliqueux, lancé au monde par une Allemagne fière de son armée à «citoyens» a été récemment confirmé sous une forme encore plus agressive par le ministre allemand de la Défense en exercice, disant en public que l'Allemagne se devait de retrouver à son «aptitude à la guerre».¹

Court intermédiaire de réflexion

Il en était autrement autrefois. Enfants, nous avons encore grandi sous l'influence des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, dont nous avons beaucoup entendu parler à la table du foyer familial, et plus tard à l'école. On tenait pour acquis que la guerre, en tant que moyen de résoudre les conflits internationaux, s'était avérée dans l'histoire récente un moyen désespérément obsolète et inefficace. Les guerres transforment les peuples en ennemis. Cette rigueur mentale a ensuite été largement perdue pendant la guerre froide. Aujourd'hui, il est prouvé que les racines de la Seconde Guerre mondiale étaient déjà en germe dans le «Traité de paix» de Versailles à la fin de la Première Guerre mondiale, en 1918. Si l'intention réelle d'un traité de paix est d'affaiblir durablement l'adversaire, les chances d'une paix durable sont minces. On l'a vu 15 ans plus tard, lorsqu'Hitler a pris le pouvoir en Allemagne pour ensuite engager l'Allemagne, en un temps record, dans son programme de deuxième guerre mondiale. Pendant la longue guerre froide, le nouveau concurrent des États-Unis, la nouvelle puissance mondiale à partir de 1945 s'est appelé la Russie. Elle l'est restée, même lorsque la guerre froide (froide uniquement en Europe, chaude en raison des innombrables incendies attisés des États-Unis dans le monde entier, du Vietnam à l'Afghanistan) a atteint sa fin par la chute du système communiste en URSS. La guerre froide fut presque aussitôt remplacée par la campagne des États-Unis contre des «États voyous» et appelés officiellement des États «terroristes». Et aujourd'hui, c'est la Chine qui est visée par les ambitions de domination mondiale des États-Unis, idée fixe qui hante certains cercles bellicistes états-uniens à ce jour. Qu'en est-il de la paix mondiale gravement menacée? Pour

sortir de cette dangereuse partie de poker de mensonges, dans laquelle le doigt est toujours posé sur le déclencheur de la frappe d'anéantissement nucléaire (qui touchera alors tout le monde), il faut un changement radical des idées de base. Heureusement, ce changement mental est partagé par des analystes politiques intrépides, par des hommes et des femmes politiques perspicaces et, lueur d'espoir, de gouvernements d'autres pays, parmi eux, ceux jouissant d'un grand respect international, par exemple la Chine.

«Plus jamais la guerre!»

Récemment, dans ces colonnes mêmes, on a rappelé que l'ONU, peu de mois après la fin de la Seconde Guerre mondiale, a fondé également sa sous-organisation Unesco (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization), ceci en partant du constat que les guerres et la disposition à la guerre naissent avant tout de la dimension psychique innée au genre humain.

Aussi le préambule de sa Convention stipule-t-il: «Les gouvernements des États parties à la présente Convention, au nom de leurs peuples, déclarent que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix.» Et encore: [ils déclarent] ... que la grande et terrible guerre qui vient de finir a été rendue possible par le reniement de l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine et par la volonté de lui substituer, en exploitant l'ignorance et le préjugé, le dogme de l'inégalité des races et des hommes [...].»²

L'objectif principal de l'Unesco était et demeure toujours de soutenir la «défense de la paix» par des mesures ciblées. Elle pensait en premier lieu à la jeune génération, et donc aux écoles.

Diriger les forces intérieures vers la paix est un objectif indispensable de l'école

Eliane Perret, psychologue, pédagogue et directrice d'école expérimentée, écrit à ce sujet dans l'article susmentionné: «Il faut enfin engager une réflexion sérieuse de notre part sur la manière dont nous créons, chez les enfants et les jeunes, une réticence face aux tentatives de les faire instrumentaliser pour la violence et la guerre. La nature sociale de l'enfant est de notre côté. Un tel effort désigne en même temps la tâche qui nous attend. Surtout dans ces temps difficiles que vit l'humanité dans la situation mondiale actuelle!»

L'auteure, qui peut s'appuyer sur toute une vie d'expérience accumulée, montre à l'aide d'exemples que l'éducation à la capacité de paix est un devoir de l'enseignement primaire humaniste dans une démocratie. Les enfants sont réalistes, ils aiment réfléchir aux questions de la vie, bien sûr sous une forme adaptée à leur âge. C'est ce que les programmes scolaires, jetés comme désuètes par-dessus bord chez nous, appelaient d'antan «l'éducation des forces émotives». Le chant, les poèmes appris par cœur, les sorties pédago-

giques dans la nature en faisaient partie et, surtout, le dialogue de tous avec tous, entretenu en permanence dans la classe par l'enseignant, formé à cet effet. Le livre récemment publié par Eliane Perret en collaboration avec Rüdiger Maas, intitulé «Wie ich mit Kindern über Krieg und andere Katastrophen spreche» (Comment parler avec nos enfants de guerre et autres catastrophes)³, est un véritable trésor d'informations sur la manière dont cela peut se faire dans les conditions actuelles.

Autres catastrophes ...

Les catastrophes naturelles ont toujours existé. Mais elles prennent souvent un essor dramatique supplémentaire du fait des guerres. Plus récemment, les éboulements, les coulées de boue et les inondations se sont multipliés, alternant avec d'amères périodes de sécheresse. Ses conséquences sont particulièrement pénibles dans les pays moins développés. Dans le monde non occidental, plus touché encore, de plus en plus de voix s'élèvent pour parler là aussi d'injustice. Les pays qui, en tant qu'anciennes colonies, n'ont pas atteint le niveau égal face à l'économie occidentale, ressentent comme un double fardeau le fait de devoir compenser, en plus de leur endettement souvent élevé, des inconvénients majeurs, sont souvent liés à l'exploitation abusive de leurs ressources.

Réchauffement de la planète, décarbonisation, croissance zéro des gaz à effet de serre, neutralité climatique et atteinte ou non des objectifs «climatiques mondiaux» ambitieux, tous ces termes feront bientôt à nouveau la une des médias internationaux, en plus des gros titres guerriers. Du 30 novembre au 12 décembre 2023, se tient à Dubaï (EAU) la 28^e Conférence mondiale de l'ONU sur le climat, abrégée «COP28». Pour la première fois, cette conférence a été précédée d'un sommet des plus hauts dignitaires religieux (*Faith Leaders*) du monde entier. Comme indiqué dans le préambule de l'appel de Jeffrey Sachs (voir l'édition actuelle, page 1), les chefs spirituels de différentes confessions ont appelé l'humanité entière à se pencher sur la question du changement climatique et de ses conséquences dans un esprit de paix et de coopération.

Le secrétariat de la conférence de l'ONU sur le climat se trouve à Berlin. En amont de la conférence de Dubaï, le Ministère des Affaires étrangères du gouvernement fédéral allemand a invité à un «briefing» sur les buts de la conférence. Ils ne se trouvent guère dans le sillon de l'esprit de la paix mondiale et de la coopération dont font appel les dignitaires religieux, mais dans celui du *dogmatisme vert*. Dans sa prise de position à cette occasion, Annalena Baerbock (*Les Verts*) a notamment insisté sur les objectifs de Paris visant à «réduire les émissions de gaz à effet de serre à zéro net d'ici 2050».⁴

Désigner les «coupables» ne suffit pas pour entamer réellement la question climatique

Baerbock sait d'avance que doit être considéré comme maîtres pollueurs, priés avec insistance de passer à la caisse lors de la prochaine COP28. Dans son optique, il s'agit en particulier de la Chine et des États du Golfe. Comme l'a dit Baerbock, «historiquement», ils feraient «partie des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre».

Les Verts continuent donc de provoquer des querelles et des disputes. Or, attiser les querelles et les accusations ne résoudra pourtant rien, ni le problème mondial de l'échauffement de notre planète, ni celui de la paix mondiale. Pratiquer le «je sais tout» n'aide en rien les peuples les plus touchés par les catastrophes environnementales. Elles sont nourries par l'esprit profond d'arrogance. Jeffrey Sachs désigne l'esprit hautain et excluant «des autres» comme le principal problème de notre monde déchiré. En tant qu'attitude ainsi que du concept de notre monde unique, l'arrogance est un lourd héritage du colonialisme et donc maladie héréditaire européenne. Cette aberration a divisé, dès qu'elle existe, les peuples du monde en

deux parties: les élites et les masses. Son idée directrice n'a fait qu'ouvrir grandement les fenêtres vers le racisme de façon simpliste et brutale: le monde se divise en dirigeants nés et en serfs nés. En revanche, la charte de l'ONU proclame: «Tous les hommes naissent libres et égaux en droits». Pourquoi? Parce qu'ils sont des êtres humains.

Et puisque les Verts au pouvoir en Allemagne nous parlent de «responsabilité géostratégique» et de péchés climatiques historiques, une question se pose, face aux attitudes vas-t-en guerres affichées par Baerbock et consorts: Quelqu'un a-t-il tenté une seule fois d'extrapoler (outre les dégâts humains, industriels et sociaux) les *dégâts écologiques* des nombreuses interventions armées des États-Unis depuis 1945 – la plupart en violation flagrante du droit international, dont notamment les guerres d'agression contre la Yougoslavie, le Soudan, la Libye, l'Afghanistan, l'Irak, pour ne citer que les plus récentes? Dans au moins trois cas (Yougoslavie, Irak, Afghanistan), l'Allemagne a activement soutenu ces guerres illégales et porte donc une lourde responsabilité face aux dégâts, humains, culturels et environnementaux. Où, pensent les combattants de l'air pur et de la décarbonisation, se dissiperont bien les substances nocives des millions de tonnes d'explosifs, sinon dans la terre et l'atmosphère? Et que leur dit leur conscience environnementale face aux munitions à l'uranium appauvri, extrêmement cancérigène comme nous en instruit, entre autres, l'interview du professeur Srdan Aleksić publié dans cette édition de *Horizons et débats*? (p. 5) C'est d'ailleurs ce genre de munition qui est à nouveau utilisée en Ukraine.

Venir à bout avec les grandes crises humaines présuppose l'esprit de la participation

Or, là aussi, le monde est divisé par une idéologisation précoce du débat. Là aussi, c'est la prise de position rapide, l'attribution des responsabilités qui prévaut. Sans l'effort principal d'atteindre une vision d'ensemble du problème, les autres seront voués à l'échec. Notre monde unique ne se sauve tant qu'un pays ne voit pas d'autre solution que la disparition de «son» ennemi. Autrefois déjà, les empires mondiaux étaient le fruit de la mégalomanie de leurs élites. Aujourd'hui, face à la menace d'une attaque nucléaire, la quête d'hégémonie militaire d'une puissance mondiale relève de la folie galopante tout court.

L'intervention de Jeffrey Sachs lors de la pré-conférence d'Abou Dabi sur la COP28 met en lumière l'arrière-plan profond de chaque problème mondial actuel, donc aussi de son réchauffement. Sachs, lui aussi, voit le danger de guerre principal dans nos âmes, alimentées par les péchés originaux actuels que sont l'arrogance, la jalousie, la cupidité et l'incapacité à reconnaître les faux prophètes (belligérants). Ainsi, Sachs dénomme implicitement les forces curatives, de nature psychique elles aussi: au lieu de l'arrogance, la modestie; au lieu de l'envie et de la cupidité, la joie de posséder ses propres biens, acquis de manière décente, et la satisfaction de voir que «les autres» jouissent du même droit de posséder eux-aussi; au lieu de la belligérance et de la volonté de domination, l'échange pacifique des biens et des connaissances acquis – en un mot: la coopération. L'aptitude primordiale première de la coopération, inscrite dans l'évolution de l'être humain, nous a fait survivre aux catastrophes d'antan. Face aux nouvelles, la coopération est plus crédible que la folie guerrière.

«Disons non aux guerres ...»

suite de la page 1

pauvres, entre les puissants et les sans-pouvoir, entre les nations les plus grandes comme les plus petites. Disons non aux guerres, oui à la paix et oui à la survie de la planète.

Entamons ce nouveau dialogue aujourd'hui même, ici, dans cette assemblée de dignitaires religieux, et dans les couloirs des Nations unies, la maison de «Nous les peuples»⁴ et le meilleur espoir de l'humanité pour un monde multilatéral et une planète durable.

Redisons aux dirigeants du monde, clairement et sans ambiguïté, «Vous devez faire votre travail, pour promouvoir le bien commun. Vous devez mettre de côté votre arrogance, votre cupidité, votre corruption et vos hérésies. Votre approche actuelle ne fonctionne pas, vous devez donc en changer».

Mais soyons clairs: il n'y a pas de pays indispensable. Seul la justice est indispen-

sable. Et concernant la justice, tous les pays sont indispensables.

Je vous remercie pour cette rencontre. Puisse-nous trouver dans le monde entier l'amour et le respect de nos semblables dont nous avons si urgemment besoin. •

Notes de l'éditeur:

¹ dans l'original anglais: <https://www.partner-religion-development.org/global-faith-leaders-summit-interfaith-statement-for-cop28/>;

² dans l'original anglais: <https://www.newsmania.co.in/2023/11/17/jeffrey-sachs-speech-to-religious-leaders-at-the-pre-cop28-faith-leaders-summit-abudhabi-november-6-2023/>;

³ Le pape François avait publié l'exhortation apostolique *Laudate Deum* en prévision de la conférence mondiale sur le climat. Début novembre 2023, il a annoncé sa participation à la conférence mondiale sur le climat. Il est ainsi le premier pape à participer à une conférence sur le climat.

⁴ La Charte des Nations unies commence par la phrase suivante: «Nous, peuples des Nations unies – fermement résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre [...]».

¹ v. Müller, Karl-Jürgen. «Que faire lorsque la guerre fait rage?», ds: *Horizons et débats*, no 24 du 21/11/2023

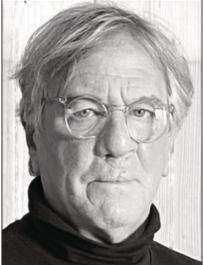
² v. Perret, Eliane. «La guerre n'est pas un mal inné à l'humanité», ds: *Horizons et débats*, no 22 du 25/10/2023

³ Perret, Eliane et Maas, Rüdiger. «Wie ich mit Kindern über Krieg und andere Katastrophen spreche»: ISBN 978-3-96890-115-2

⁴ Bundesrepublik Deutschland, Auswärtiges Amt: *Rede der Außenministerin Annalena Baerbock zur Eröffnung des Briefings zur COP 28 «Globale Energiewende jetzt!»*; www.auswaertiges-amt.de

La banalisation de la propagande

par Patrick Lawrence*



Patrick Lawrence
(photo ef)

J'ai regardé dimanche un clip vidéo d'Isaac Herzog qui bat tous les records en matière de bêtise sans pour autant négliger d'être perfide. Le Président israélien y tient un exemplaire de «Mein Kampf», traduit en arabe.

La vidéo a été réalisée au lendemain d'une immense manifesta-

tion à Londres en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza et de la libération des Palestiniens de la longue et violente répression israélienne. Voici donc un extrait des propos d'Herzog:

«Je veux vous montrer quelque chose de très particulier. Il s'agit du livre d'Adolf Hitler, *Mein Kampf*. C'est le livre qui a provoqué l'Holocauste et la Seconde Guerre mondiale. C'est le livre qui a conduit ... à la pire atrocité de l'humanité, contre laquelle se sont battus les Britanniques.

Ce livre a été trouvé il y a quelques jours dans le nord de Gaza, dans une chambre d'enfant transformée en base d'opérations militaires du Hamas, sur le corps de l'un des terroristes et meurtriers du Hamas. Il a même pris des notes, il a annoté, et il s'est continuellement inspiré de l'idéologie d'Hitler, qui consistait à tuer les Juifs, à brûler les Juifs, à les massacrer.

Voilà la réalité de la guerre dans laquelle nous nous engageons. Je ne dis pas que tous ceux qui ont manifesté hier soutiennent Hitler. Mais tout ce que je dis, c'est qu'en omettant de comprendre ce qu'est l'idéologie du Hamas, ils soutiennent fondamentalement cette idéologie.»

Vous pouvez visionner une version d'une minute et 22 secondes de ce clip vidéo, ou une version plus longue de la BBC (voir ci-dessous). Dans les deux cas, nous voyons le chef d'État israélien jouer à la fois la carte de l'Holocauste, la carte d'Hitler, la carte de la victime juive et la carte du Hamas en tant que monstres meurtriers, violeurs, incendiaires et massacreurs. [<https://twitter.com/dialectichiphop/status/1723709746916589868> ou la version BBC [<https://www.bbc.com/news/av/world-67396773>]

Je ne peux pas identifier la chaîne de télévision qui a diffusé la version courte de Herzog, et je suis étonné que la BBC l'ait prise suffisamment au sérieux pour la diffuser, mais c'est ça, la BBC de nos jours – toujours au service de la cause transatlantique.

Après avoir regardé Herzog et pris des notes, je me suis dit que la propagande était remarquablement révélatrice dans la plupart des cas. C'est vrai dans de très nombreux cas dans les annales de cet art redoutable – celui d'Hitler, de Mussolini, du Japon et de l'Amérique pendant la Seconde Guerre mondiale. Regarder leurs produits d'un œil contemporain montre qu'ils ne sont en rien raffinés, en effet, pour la simple raison que ce n'est pas nécessaire.

Le but de la propagande étant d'avoir un impact maximum, la subtilité est la dernière chose à laquelle s'arrête le propagandiste. Ce qui est le plus ordinaire fera toujours l'affaire. Pendant la guerre du Pacifique, les Japonais étaient appelés «Japs» ou «Nip», et dans la multitude d'images de propagande américaine, ils avaient des dents de bouc, des moustaches en trait de crayon et portaient des lunettes rondes sur leurs diaboliques yeux asiatiques.

Après avoir visionné la vidéo de Herzog, j'ai cherché des images de Londres datant de la veille. Il y a eu de nombreuses manifestations contre la violente campagne militaire d'Israël à Gaza depuis le début des hostilités le 7 octobre, et j'espère qu'il y en aura encore beaucoup d'autres, mais celle de Londres, samedi dernier, semble être la plus importante à ce jour.

«Free Gaza», «Ceasefire Now», «Not in Our Names», tels étaient les mots criés et griffonnés sur les pancartes alors que la manifestation traversait lentement le centre de Londres, de Hyde Park à l'ambassade des États-Unis, à plusieurs kilomètres de là. La police a estimé le nombre de manifestants à 300 000. D'après les images – tout ce que j'ai à ma disposition – je dirais plutôt un demi-million.

En regardant suffisamment de propagande, qu'elle soit contemporaine ou historique, on constate qu'il importe peu que les scénarios et les images révèlent la grossièreté et l'indignité des auteurs. L'objectif est uniquement de capturer les pensées et les sentiments de la majorité qui ne réfléchit pas, par n'importe quel moyen.

Le département de la propagande israélienne est aux abois

Mais ce programme est plus difficile à mettre en œuvre aujourd'hui, à l'ère des médias numériques et d'une presse indépendante de plus en plus influente. Les gens ont maintenant accès à davantage d'informations et les perçoivent plus clairement et immédiatement, à condition qu'ils décident de voir clair. Et ils sont en nombre croissant.

Si le clip débile de Herzog nous a appris quelque chose, c'est que le département de la propagande israélienne est dans un état désespéré, ayant déjà perdu la guerre des relations publiques alors que les Forces de défense israéliennes creusent le trou plus profondément de jour en jour.

Après avoir regardé la vidéo de Herzog, puis celle de Londres, j'ai pensé à un passage mémorable de l'ouvrage de Hannah Arendt intitulé «Les origines du totalitarisme»:

«Dans un monde en évolution constante, devenu incompréhensible, les masses en étaient arrivées au point où elles croyaient à la fois tout et rien, où elles pensaient que tout était possible et que rien n'était vrai. La propagande de masse a découvert que son public était toujours prêt à croire la pire, aussi absurde soit-il, et qu'il n'avait aucune réelle objection à se laisser abuser parce qu'il considérait que, de toute façon, n'importe quelle affirmation était un mensonge.»

Arendt avait en tête le Reich et l'Union soviétique de Staline lorsqu'elle a écrit son célèbre traité en 1951. Mais il semble que par la suite cette idée n'ait jamais été très éloignée de son esprit. Peu de temps avant sa mort en 1975, lors d'un entretien avec un militant français de la liberté d'expression, Arendt a tenu des propos encore plus directs sur ce qui finit peut-être par arriver dans des circonstances telles que les nôtres. «Si tout le monde vous ment en permanence, disait-elle à Roger Errera, la conséquence n'est pas que vous prenez les mensonges pour la vérité, mais plutôt que personne ne croit plus rien.»

Un demi-siècle avant que Herzog ne réalise sa vidéo et que les manifestants n'envahissent les rues de Londres, Arendt avait parfaitement décrit le week-end du 18 novembre.

C'est une bonne chose que les gens se laissent de moins en moins prendre au piège de par les opérations psychologiques et les campagnes de propagande de l'État de sécurité nationale, les médias d'entreprise et les régimes sans scrupules [...] – tels que celui d'Israël.

Mais vivre dans un monde où l'on ne peut croire à rien de ce qui est dit est un autre calvaire. Il s'agit en fait d'un abandon de tout discours et de tout espace publics face à la malveillance, à l'indécence, à l'inhumanité, à l'avisement et à la dégradation. La vérité, et avec elle la pensée logique et la simple décence, se transforment en attitudes «alternatives».

Existe-t-il un moyen de dépasser ces conditions indignes? Ou devons-nous errer indéfiniment dans un état de négativité, de non-croyance, d'aliénation de nos propres collectivités?

La reconquête de la langue

Ma réponse est oui à la première question, non à la seconde: il y a toujours un moyen de façonner un avenir différent – c'est une question de principe général. Dans notre cas, le projet doit commencer par la reconquête de la langue. Et pour commencer, rejeter la langue de bois officielle des gouvernants, comme le font tant de gens de nos jours. Nous devons ensuite réapprendre à parler la langue perdue, celle dans laquelle se manifeste ce qui est vrai.

Mon passé professionnel tel que je l'ai vécu m'a rendu peut-être particulièrement sensible au pouvoir du langage et à la distinction de celui qui est au service de la clarté et de la connaissance, ou bien de l'obscurantisme et de l'ignorance.

Le langage des institutions, le langage du pouvoir, se compose d'euphémismes obscurcissant les choses, par exemple «leadership mondial», «dommages collatéraux», «changement de régime», «communauté du renseignement», «l'ordre basé sur des règles», et ainsi de suite, à travers l'impénétrable lexique bureaucratique – et de fallacieuses audaces telles que celles qu'Isaac Herzog nous a offertes dimanche dernier.

Orwell a décrit comment le langage des idéologues et des mandarins bureaucratiques détruit notre capacité à penser clairement – ce qui est précisément leur objectif – dans «Politics and the English Language» (La politique et la langue anglaise). Depuis la publication de son essai dans *Horizon*, en avril 1946, le problème tel qu'il se pose aujourd'hui a empiré au cours des sept décennies passées.

Cette manière de l'emploi de la langue l'a affaibli, la privant de son pouvoir d'affirmation, de sorte qu'il est possible de rejeter les discours ou les écrits non conformes à l'orthodoxie en les qualifiant ne pas être sérieux. On prive ainsi la langue de son rôle de support de la pensée créative ou d'incitation à une action nouvelle et imaginative.

L'utilisation grotesque et insultante du terme «antisémitisme» qui nous assaille aujourd'hui en est un bon exemple. L'intention évidente est d'imposer un vaste silence pour occulter les crimes dont devra répondre l'apartheid israélien.

La tâche qui nous attend est une tâche de restauration. Il s'agit de reprendre le langage, de lui redonner vie, de l'arracher à l'influence assommante des institutions, des bureaucraties et des médias corporatistes, qui l'ont déformé pour en faire un instrument d'application du conformisme. C'est pourquoi tous les braillements et toutes les affiches que l'on entend ou que l'on voit à Londres ou dans de nombreuses autres villes ces jours-ci sont importants, car ils représentent des actes significatifs et de valeur.

Le langage clair est un instrument – sans fioritures, écrit et parlé simplement, familier dans le meilleur sens du terme, mais parfaitement capable de subtilité et de complexité. C'est le langage de l'histoire, pas du mythe.

On ne parle pas cette langue pour la cause impérialiste, mais toujours en faveur de la cause de l'humanité. «Palestine libre», «Du fleuve à la mer»: Voilà donc des exemples, de deux mots et de cinq mots, du langage que je décris.

C'est le langage nécessaire pour affronter le pouvoir plutôt que de s'en accommoder. C'est un langage qui présume de l'utilité de l'intelligence et de la pensée critique. Il est destiné à poser de nombreuses questions dignes d'intérêt. Il est dédié sans réserve à l'élargissement de ce qui peut être dit en réponse hostile au «grand non-dit», comme je l'appelle. Reconquérir ce genre de langage nous amènera au discours public plus vivant et plus satisfaisant.

Grâce à ce langage, les affirmations d'un Isaac Herzog, d'un Antony Blinken et d'une Ursula von der Leyen polluant idéologiquement notre espace public peuvent être réduits à ce qu'ils sont: des constructions mensongères et de la propagande. Le pouvoir de la langue que je décris privera celle qu'ils parlent de tout son pouvoir.

Parlons-en, écrivons-le, gribouillons-le sur les murs et sur des cartons. Soyons conscients qu'il s'agit de l'outil le plus puissant à la disposition de ceux qui refusent les non-dits qu'Isaac Herzog a tenté d'imposer à tous ces manifestants de Londres le week-end dernier. •

Certains extraits de cet article sont tirés de mon nouveau livre «Journalists and Their Shadows», disponible chez Clarity Press ou sur Amazon.

Source: Consortium News du 14/11/2023

(Traduction Horizons et débats)

«Nous exigeons l'intégrité dans la couverture médiatique des médias occidentaux sur les atrocités commises par Israël contre les Palestiniens»

Déclaration de journalistes américains, signée entre-temps par plus de 1500 journalistes* (extraits)

[...] Notre déclaration à comme but de nous prononcer décidément en faveur de la fin de la violence contre des journalistes à Gaza et pour diriger un appel urgent aux directeurs de rédaction occidentaux de faire preuve d'intégrité dans leur couverture des atrocités répétées d'Israël et perpétrées contre les Palestiniens. [...]

Israël a interdit l'accès à la presse étrangère, a fortement restreint les télécommunications et a bombardé les bureaux de presse. [...] Si l'on ajoute à cela des décennies de pratique d'attaques mortelles contre les journalistes, les mesures prises par Israël révèlent une vaste répression de la liberté d'expression. [...]

Nous nous mettons à côté de nos collègues à Gaza et rendons hommage à leur engagement courageux dans la couverture de l'actualité au milieu du carnage et de la destruction. Sans eux, de nombreuses horreurs sur le terrain resteraient invisibles. [...]

Nous tenons également les bureaux de rédactions occidentales pour responsables de la rhétorique déshumanisante utilisée pour justifier le nettoyage ethnique des Palestiniens. [...] Plus de 500 journalistes ont signé une lettre ouverte en 2021 dans laquelle ils exprimaient leur inquiétude quant au fait que les médias américains ignoraient l'oppression des

Palestiniens par Israël. Leur demande d'une couverture médiatique équitable est restée sans réponse.

Au lieu de cela, la plupart des salles de rédaction ont sapé les points de vue palestiniens, arabes et musulmans, les rejetant comme non fiables et utilisant un langage incendiaire qui renforce les préjugés islamophobes et racistes. Ils ont imprimé des informations erronées diffusées par des responsables israéliens et ont omis de remettre en question les tueries aveugles de civils dans la bande de Gaza, commises avec le soutien du gouvernement américain.

Ces problèmes se sont aggravés depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre, au cours de laquelle plus de 1 200 Israéliens, dont quatre journalistes, ont été tués et environ 240 autres capturés. Les reportages ont présenté l'attaque comme le point de départ du conflit, sans présenter le contexte historique nécessaire à savoir : la bande de Gaza est de facto une prison pour les réfugiés de la Palestine historique, l'occupation israélienne est illégale selon le droit international et les Palestiniens sont régulièrement bombardés et massacrés par le gouvernement israélien.

Des experts de l'ONU ont témoigné leurs convictions « le peuple palestinien est menacé

de génocide», mais les médias occidentaux continuent d'hésiter à citer des experts en génocide et à décrire avec précision la menace existentielle qui se joue à Gaza.

Il est de notre devoir de demander des comptes rendus aux instances de pouvoir. Dans le cas contraire, nous risquons de devenir les complices d'un génocide.

Nous renouvelons l'appel aux journalistes pour qu'ils rapportent l'entière vérité, sans crainte ni complaisance, d'utiliser des termes précis, clairement définis par les organisations internationales des droits de l'homme, y compris «apartheid», «nettoyage ethnique» et «génocide». Reconnaître que le fait de déformer nos propos dans le but de dissimuler des preuves de crimes de guerre ou d'oppression des Palestiniens par Israël est une faute professionnelle et un renoncement à la clarté morale. [...]

*Les auteurs de la lettre sont un groupe de reporters américains travaillant dans des rédactions locales et nationales. Entre-temps, plus de 1500 journalistes ont signé la lettre. Une trentaine de journalistes ont retiré leur signature sous la pression de leur employeur.

Source: <https://www.protect-journalists.com/>

(Traduction Horizons et débats)

* Patrick Lawrence, correspondant de longue date à l'étranger, notamment pour l'«International Herald Tribune», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Son avant-dernier livre est «Time No Longer: Americans After the American Century», Yale 2013. En juillet, son nouveau livre «Journalists and Their Shadows» est paru chez Clarity Press. Son site web est patricklawrence.us. Soutenez son travail via patreon.com/theffoutist.

L'Allemagne, Israël et la Palestine – une contribution au débat

par Karl-Jürgen Müller

Les images du 7 octobre et la guerre menée par Israël contre la bande de Gaza ont à nouveau soulevé la question de savoir comment l'Allemagne entend ordonner ses relations avec Israël et la Palestine. A cet égard, deux positions s'opposent. L'une est pratiquée, celle justifiée par le gouvernement allemand en place. Il s'agit du soutien presque inconditionnel à la politique d'Israël, justifié avant tout par la responsabilité particulière qui incombe à l'Allemagne vis-à-vis d'Israël après le meurtre de millions de juifs européens par l'Allemagne nazie. Le mot-clé est que la sécurité d'Israël serait «la raison d'être de l'Allemagne» (ainsi affirmé par *Angela Merkel* devant la Knesset en 2008). L'autre position se rattache également à la responsabilité allemande après 1945, mais place au centre la Loi fondamentale de l'Allemagne fédérale. Celle-ci exprime la leçon tirée des crimes nazis et fond la politique allemande dans l'avenir, l'obligation de respecter et de protéger la dignité humaine et les droits de l'homme, la démocratie, la séparation des pouvoirs et l'Etat de droit, l'engagement en faveur de la paix ainsi que les règles générales du droit international. Cette ligne directrice oblige l'Allemagne de ne pas l'abandonner, elle reste contraignante même dans ses réactions à la politique d'Israël. Cette position se réfère en outre à la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, adoptée en 1948, qui mentionne explicitement, dans son préambule, que «la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité» – référence incontestable aux crimes perpétrés sous le régime national-socialiste.

Le sommet germano-turc du 17 novembre a montré à quoi ressemble une politique allemande suivant cette prétendue raison d'Etat. Alors que le président turc *Erdoğan*, lors de la conférence de presse commune¹, a critiqué concrètement la politique israélienne et son soutien par la majorité des gouvernements occidentaux, le chancelier allemand *Scholz* a invoqué sa «raison d'Etat» susmentionnée, en pratiquant le langage voilé face aux victimes de la guerre israélienne menée contre les populations de la bande de Gaza et se réfugiant

derrière des formulations de caractère abstrait et vague à ce sujet – affirmant dans ce contexte:

«Le 7 octobre, le Hamas a attaqué Israël de manière barbare. Le gouvernement fédéral condamne avec la plus grande fermeté cet acte terroriste du Hamas. [...] Ceux qui connaissent l'Allemagne savent que notre solidarité avec Israël est au-dessus de tout soupçon. Israël a le droit, garanti par le droit international, de se défendre. En même temps, nous déclarons: chaque vie a la même valeur. La souffrance de la population civile palestinienne à Gaza nous accable également. [...] Permettez-moi d'être très clair: le droit à l'existence d'Israël est pour nous indiscutable. Et permettez-moi d'être tout aussi clair: il n'y a pas de place dans notre pays pour l'antisémitisme, qu'il soit motivé par la politique ou la religion, qu'il vienne de la droite ou de la gauche, qu'il se soit développé ici depuis des siècles ou qu'il soit arrivé dans le pays de l'extérieur». Et *Scholz* d'y ajouter: «En même temps, je m'oppose à tous ceux qui veulent maintenant dénier aux cinq millions de musulmans d'Allemagne leur place dans notre pays. Je m'oppose à de telles tentatives avec la même détermination.»

Tandis que le Président *Erdoğan* a déclaré, dans le même contexte: «Je parle toujours en toute franchise – là aussi, car le 7 octobre est présenté comme le début, et les événements qui ont suivi sont moins rendus évidents. Nous parlons de 13 000 enfants, femmes et personnes âgées qui ont été tués. A côté de cela, il n'y a presque plus aucun endroit que l'on puisse appeler Gaza. Tout a été rasé au sol. Tout le monde parle du Hamas, du matin au soir, y compris des armes ou de la force, de la puissance du Hamas. Peut-on seulement comparer cela à ce qu'a fait Israël? Israël dispose-t-il d'arme nucléaire? Oui. Mais si vous posez la question à Israël, Israël ne dira pas oui, parce que bien sûr, ils ne disent pas forcément la vérité. Il est en outre toujours question de garantir le soutien financier à Israël. Un tel soutien est-il également garanti au Hamas? – Bien sûr que non. En même temps, le soutien que devrait recevoir la Palestine est hors du débat. Dans cette situation de détresse, il importe aussi de rendre compte du fait que ce sont les lieux de culte et

de prière qui sont bombardés, que ce sont les églises qui sont bombardées et que ce sont les hôpitaux qui sont également bombardés. Le bombardement d'hôpitaux, le meurtre d'enfants: cela n'existe pas dans la *Torah*, ils n'ont pas le droit de le faire. C'est exclu, comme c'est défendu dans le contexte de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, on n'a pas le droit de le faire. Mais comment ces enfants sont-ils et ont-ils été tués, comment les personnes sont-elles tuées dans les hôpitaux? Al-lons-nous nous contenter de nous taire face à cela, n'allons-nous pas élever notre voix? Et si nous n'élevons pas la voix, si nous ne faisons rien, quel sera notre prix à payer envers l'histoire, plus tard, lorsque l'on regardera ensuite en arrière?»

Et d'y ajouter: «Nous sommes bien sûr prêts à aider s'il s'agit de sauver les otages. Mais qu'en est-il du nombre d'otages de l'autre côté, en Israël, c'est-à-dire des otages palestiniens? Si nous parlons des otages, quel est le nombre d'otages du côté palestinien? En Israël, il se trouve une multitude du nombre d'otages, donc des Palestiniens se trouvant retenus en otage, actuellement prisonniers d'Israël. Nous devons diriger notre regard également sur eux. Sinon, ce n'est pas juste.»

A ce sujet, c'est *Peter Vonnahme*, juge à la *Cour administrative de Bavière*, à Munich, de 1982 jusqu'à sa retraite en 2007, qui vient de publier un article allant dans les détails et digne d'être lu (sur «Nachdenkseiten» du 9 novembre 2023²) en insistant clairement qu'il se défendait de voir attribuer le verdict d'«antisémitisme». Par respect de la cause ainsi que de la personne, il faut se borner à citer cet ancien juge de la *Cour administrative de Bavière*. Après avoir évoqué les violations du droit international et même le génocide dont la politique israélienne est responsable, mais aussi la responsabilité de l'Allemagne dans le droit à l'existence d'Israël, *Vonnahme* aborde plus précisément la prétendue raison d'Etat allemande. Il y écrit:

«De notre responsabilité particulière envers Israël découlent également les devoirs d'amitié, correctement compris. Une véritable amitié ne se manifeste pas par l'acceptation tacite ou même le soutien d'un comportement erroné.

Elle se manifeste plutôt par le courage de se jeter dans les bras de son ami, si nécessaire, lorsqu'il est sur le point de commettre une grave faute; sinon, on est un ami maniable qui ne mérite pas de confiance. [...] Lorsqu'il devient évident qu'Israël s'égare, l'Allemagne, si elle est son amie pour de vrai, son aide consiste à intervenir; c'est en effet le bon moment de le faire. [...]

Il est toutefois triste de constater que l'Allemagne pratique généralement le mutisme face aux violations israéliennes du droit. Les réactions occasionnelles du gouvernement allemand sont souvent marquées par la partialité et d'un manque de perspective accablant. Lorsque la ministre allemande des Affaires étrangères, *Annalena Baerbock*, déclare par exemple: «Ces jours-ci, nous sommes tous israéliens», cela n'a plus rien à voir avec de l'amitié proprement dite. Cette déclaration se trouve au-dessous de la complexité de la situation et ne convient pas aux responsabilités auxquelles doit répondre une personne au rang de ministre. *Baerbock* ne voit manifestement pas qu'Israël se trouve sur une voie fatale qui risque même de mettre son existence en danger. Il est évident qu'à l'égard d'Israël l'incompréhension, voire la haine, augmentent dans les pays arabes voisins tandis que la solidarité avec Israël se trouve en diminution dans le monde entier. Il est également douteux que la politique d'acier, menée par Israël depuis des années à l'égard du peuple palestinien, réduise les risques pour sa propre population. Le tribut de sang versé ces dernières semaines parle en défaveur de cette idée.

La récente déclaration du chancelier *Scholz* selon laquelle (notre responsabilité, qui découle de l'Holocauste, ferait de la défense de l'existence et de la sécurité de l'Etat d'Israël une tâche éternelle) est partisane et dangereuse. C'est en quelque sorte un chèque en blanc en faveur d'Israël lui garantissant que l'Allemagne le seconde dans n'importe quelle entreprise lui semblant de mise. Ce faisant, le chancelier perd de perspective tout ce que le droit international sollicite de lui. En outre, il se fait le serviteur naïf d'un Etat pratiquant l'apartheid, oublieux du droit et avide de vengeance. *Norman Paech*³ avertit énergiquement tout gouvernement se prêtant à voter contre le cessez-le-feu ou à s'abstenir de voter se rende complice d'un génocide. Il rappelle que le génocide est un crime punissable en vertu de l'article 6 du *Code pénal international* et de l'article 6 du *Statut de Rome*. Selon lui, soutenir la guerre d'Israël, c'est s'en rendre complice. Et d'y ajouter que le gouvernement fédéral allemand aura cause d'y réfléchir attentivement.»

¹ <https://www.bundesregierung.de/breg-de/suche/pressekonferenz-von-bundeskanzler-scholz-und-praesident-erdo%C4%9Fan-zum-besuch-des-praesidenten-der-republik-tuerkei-in-berlin-am-17-november-2023-2241456>

² <https://www.nachdenkseiten.de/?p=106411> du 09/11/2023

³ *Norman Paech*, juriste allemand, est professeur émérite ayant enseigné les sciences politiques et le droit public à l'université de Hambourg.

Incitation à la guerre – selon la feuille de route du Ministère allemand «de la Défense»

hd. La déclaration du ministre allemand «à la guerre», Boris Pistorius, retentit encore dans les oreilles de maint citoyen croyant rêver: «Nous devons devenir aptes à la guerre». On a pourtant bien compris, malheureusement que cette déclaration du ministre allemand de la Défense n'était pas un lapsus – au contraire, elle représente l'état d'âme régnant pour de vrai actuellement à Berlin.

km. C'est ce que montre un article publié par «Zeit online» le 19 novembre.¹ Les auteurs de l'article sont deux bellicistes allemands de premier plan: *Nico Lange*, Senior fellow pour l'initiative «Zeitenwende» [changement d'ère] de la Conférence sur la sécurité de Munich, et *Carlo Masala*, professeur de politique internationale à l'Université de la Bundeswehr à Munich. Sans le dire expressément, les deux auteurs reconnaissent que l'Ukraine n'est plus en mesure de poursuivre la guerre contre la Russie. Mais ils n'en tirent pas la conséquence raisonnable qui est celle d'entamer enfin des négociations sérieuses et de mettre fin à la guerre. Au lieu de cela, ils préconisent désormais la «guerre totale» contre la Russie. Ils le font en peignant sur le mur le scénario de la guerre mondiale. Celle-ci serait imminente si l'on parvenait à une solution négociée respectant les objectifs de la Russie.

Chacun ayant gardé un reste d'arbitre impartial, peut les citer facilement (puisqu'ils ont toujours communiqué par la Russie, mais intercepté de l'UE): la démilitarisation et la dénazification du gouvernement de l'Ukraine et la protection de la population russophone. Concrètement: pas d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et – entre-temps – l'intégration des régions majoritairement russophones du pays dans la Fédération de Russie. La perspective: un ordre sécuritaire européen avec la même sécurité pour tous les Etats européens, y compris la Russie.

Lange et *Masala* donnent à ces buts raisonnable l'aspect radicalement différent – sans

l'étayer d'ailleurs par la moindre preuve factuelle. Ils présentent les choses comme si une telle solution négociée déclencherait la fin de nos jours. Exemple: «Les sirènes hurlent. Les alertes des téléphones portables retentissent des milliers de fois. Alerte aérienne à Munich, Francfort et Berlin. Des missiles de croisière et des essaims de drones pénètrent dans l'espace aérien allemand. Depuis plusieurs jours déjà, des soldats allemands sont engagés dans des combats dans les Pays baltes. En réaction aux attaques russes dans ces pays, l'OTAN a déclenché une procédure d'urgence au titre de l'article 5 [soutien en cas d'agression contre un membre]. La Russie a répondu par des missiles.» Le scénario d'horreur continue d'être imaginé: guerre mondiale mettant fin à la démocratie et les droits de l'homme. Pour l'Allemagne la fantaisie belliciste évoque: «Notre vie en Allemagne sera plus incertaine, plus pauvre et plus solitaire.» Et pour l'Europe les prophètes au solde des Etats-Unis prédisent: «Plus personne en Europe ne serait en sécurité.» Et pour le reste du monde: «Une victoire russe sur l'Ukraine sonnerait la fin du monde tel que nous le connaissons.» Les deux auteurs se veulent pourtant sérieux: «Cela semble-t-il exagéré? Non! Si *Vladimir Poutine* gagne sa guerre d'agression, ce scénario est réaliste.» C'est là qu'intervient la phrase centrale exprimant l'objet des efforts pronostiques des deux experts: «C'est pourquoi il vaut la peine de soutenir l'Ukraine dans sa lutte défensive contre l'agresseur russe avec tout ce dont l'Europe et les Etats-Unis disposent.» Ce qui veut dire concrètement pour l'Allemagne: «L'engagement allemand plus important pourrait contribuer considérablement à préserver l'ordre mondial de bouleversements fondamentaux qui vont à l'encontre de nos intérêts et de nos valeurs fondamentales.» (Surlignements *km*)

Si l'on retire le poids de la propagande d'une telle agitation guerrière, il apparaît en toute

évidence que dorénavant, les forces prêtes à se transformer en organes d'exécution des intérêts et de la politique américaines – c'est elles qui donnent actuellement le ton – se trouvent en Allemagne. Aux Etats-Unis, la guerre contre l'Ukraine perd de plus en plus de soutien. C'est pourquoi, dans leur concepts, c'est l'Allemagne qui devra à l'avenir prendre en charge principale l'avenir de cette guerre. On fera ainsi d'une pierre deux coups. Les Etats-Unis peuvent se retirer d'une guerre coûteuse – et en même temps, l'Allemagne, concurrent gênant et long-temps cantonnais incertain (en raison de ses relations autrefois assez bonnes avec la Russie), pourra s'impliquer, de manière plus décisive encore, dans cette guerre. Cela aura comme effet voulu que toute réconciliation avec la Russie reste bloquée pour des décennies.

Il faut se détromper, voilà donc le vrai enjeu de ce qui se passe en Allemagne, selon le sens falsifié de la prophétie suivante: «La victoire russe sur l'Ukraine sonnera la fin du monde tel que nous le connaissons.» Et alors? Où se situerait alors le dommage lorsque ce monde se caractérisait par l'application sans défaillances du droit international, par la coopération honnête des Etats du monde entier, pratiqué en garantissant leur souveraineté et sur un pied d'égalité, où il n'y aurait plus d'hégémon ni de puissance mondiale «unique» et où le Sud global pourrait enfin se rétablir?

N'y a-t-il donc plus personne dans l'Allemagne officielle prête à faire entendre sa voix et réorienter vers les réalités la folie collective représentée par des gens comme *Pistorius*, *Lange* et *Masala*, *Baerbock*, *Kiesewetter* et *Strack-Zimmermann*, et tous ceux qui les soutiennent? •

¹ <https://www.zeit.de/politik/ausland/2023-11/krieg-ukraine-russland-wladimir-putin-sieg-europa/komplettansicht> (entièrement réservé aux abonnés de Z+)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit
international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'ex-
traits courts et de citations avec indication de la source «Horizons
et débats, Bazenheid».

Prouver devant les tribunaux la vérité sur l'emploi d'uranium appauvri

Un avocat serbe porte courageusement plainte contre les responsables de ce crime de guerre

Entretien avec le Professeur Dr. Srdan Aleksić, Serbie



Srdan Aleksić (photo ug)

ef. Les 22 et 23 septembre 2023, le troisième symposium international «Droit et environnement» s'est tenu à l'Université de Niš (Serbie). Le thème en était «Le droit à la vérité, à la justice et à la guérison». Les organisateurs du symposium étaient, outre le cabinet de Srdan Aleksić, la Faculté de droit, de sécurité et de gestion «Constantin le Grand» et le Forum eurasiatique pour la sécurité.

L'événement a débuté le soir du 22 septembre par la présentation du livre: «The Projectiles of Justice» de Srdan Aleksić. Depuis la fin de l'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999, le Dr Aleksić et son équipe collectent des données et tous les documents pertinents en rapport avec les dommages causés par la guerre afin de répondre aux besoins des victimes de cette agression armée contre la République fédérale de Yougoslavie. Le livre est une documentation sur les conséquences des bombardements, mise à la disposition du public.

Le samedi matin, l'aula de l'Université de Niš a accueilli entre 150 et 200 participants. Quelque 25 intervenants, parmi lesquels des professeurs en médecine, d'anciens généraux de haut rang de l'armée yougoslave, des représentants de l'Eglise, des historiens, des juristes, des écologistes, parfois connectés par vidéo, venus de Serbie, d'Italie, de Russie et d'Allemagne. Ils se sont succédés à un rythme soutenu pour présenter les résultats de leurs recherches sur les conséquences des bombardements de l'OTAN et sur leurs effets pour l'homme et l'environnement jusqu'à aujourd'hui. Rappelons que la guerre d'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, contraire au droit international, a duré 78 jours, de mars à juin 1999. Le symposium a été animé par le professeur Spasoje Mucibabic, ancien major général et directeur de la suprême Haute Ecole militaire de Défense de Serbie, et par le professeur Srdan Aleksić.

Le nombre de conférenciers, principalement originaires de Serbie, était étonnant, tout comme de constater que presque tous se consacrent à la recherche sur les conséquences de la guerre. Cela a également été l'occasion d'honorer le travail qu'ils accomplissent depuis des années.

L'un des points forts du symposium a été l'hommage rendu au travail de Srdan Aleksić. L'Académie royale des scientifiques et des artistes de Serbie lui ont décerné la médaille de Saint Lazare de Serbie: «Pour son engagement personnel suprême, pour sa famille et d'autres personnes qui lui sont proches. Pour son travail, qui est important pour nous tous. Pour son combat pour un monde meilleur. Pour un monde libre, juste et pacifique».

Les différentes contributions seront publiées dans les Actes du colloque.



La médaille décernée à Srdan Aleksić Médaille de Saint Lazare. (photo ef)

Après l'événement, Horizons et débats a ré-alisé l'interview ci-dessous avec Srdan Aleksić.

Horizons et débats: Quelles ont été et quelles sont encore les conséquences de l'utilisation d'armes UA (uranium appauvri) lors de la guerre de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999? Lors de la conférence «Mut zur Ethik» en septembre, vous avez demandé l'interdiction des armes UA. Pouvez-vous expliquer à vos lecteurs cette idée-force?

Srdan Aleksić: On a constaté une augmentation du nombre de patients atteints de cancer, et ce pour des types de cancer spécifiques (cancer de la thyroïde, leucémie, lymphome, myélome multiple, sarcome, cancer des testicules, cancer de l'œsophage, cancer de l'estomac). Ces derniers temps, on a également relevé une hausse du nombre d'hommes et de femmes atteints de stérilité dans le sud de la Serbie, tout comme du nombre de maladies auto-immunes chez les enfants, ce qui n'était pas le cas auparavant. Il y a ainsi un nombre croissant de personnes atteintes de cancer et on peut parler d'une épidémie de cancer sur le territoire de la République de Serbie et au Kosovo-et-Métochie. Aujourd'hui, dans le sud de la Serbie, on ne trouve pratiquement aucune famille qui n'ait au moins un de ses membres atteint d'un cancer. Selon les experts, et c'est très inquiétant, on attend le pic de cette grave maladie dans les deux prochaines années, et nous devons donc nous préparer à une hausse encore plus importante du nombre de patients.

Quant à mon idée d'interdire les munitions à l'uranium appauvri, elle consiste à présenter une demande officielle aux Nations unies, par le biais d'un réseau d'organisations non gouvernementales et d'associations d'avocats et de juristes, afin d'interdire l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri dans les futurs conflits ou guerres entre Etats, étant donné que la demi-vie de l'uranium appauvri est de 4,5 milliards d'années. Par conséquent, les effets d'une telle arme après son utilisation, restent éternels. Je peux donc affirmer sans crainte de me tromper que l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri est un crime contre l'humanité et contre Dieu. Nous devrions tous, sur cette planète, faire de notre mieux pour interdire l'utilisation de ce type d'armement.

Troisième symposium international «Droit et environnement» à Niš

Ces deux derniers jours s'est tenu votre troisième symposium international «Droit et environnement» à l'université de Niš. Quels ont été pour vous les principaux résultats de ce symposium?

La principale constatation a été que les scientifiques et les experts de différents domaines (médecine, chimie, droit ainsi que défense et écologie) sont arrivés à la conclusion que l'uranium appauvri a eu des conséquences terribles et incommensurablement néfastes pour l'écosystème du territoire de la Serbie et du Kosovo-et-Métochie, car l'utilisation de 15 tonnes d'uranium appauvri, comme l'ont laissé entendre les représentants de l'OTAN, a entraîné une pollution de l'écosystème et de la quasi-totalité de l'environnement humain. On ne peut donc plus présumer que l'uranium appauvri n'est pas nocif, comme le prétendent les représentants du pacte de l'OTAN, mais bien plutôt qu'il est dangereux et durablement nocif. Le communiqué du symposium est adressé aux organes des Nations Unies qui s'occupent de la protection de l'environnement et des Droits de l'homme, notamment au Conseil des droits de l'homme à Genève, car le droit à la vie est un droit humain fondamental dont découlent tous les autres droits et qui est garanti par des conventions internationales et les actes juridiques suprêmes des Etats, à savoir les Constitutions.

Conséquences fatales à long terme pour l'homme et l'écosystème

Où en sont actuellement les actions en justice concernant les victimes des bombardements de l'OTAN aux armes UA pendant la guerre

contre la Yougoslavie en 1999? Votre plainte déposée en Serbie est d'abord dirigée contre le gouvernement serbe. Pourquoi pas directement contre l'OTAN?

Concernant l'état actuel des procédures à l'encontre de l'OTAN et de la République de Serbie, je tiens à préciser que la première procédure, lancée en 2021, est en phase finale. Nous avons présenté à l'Institut italien de nanotechnologie de Turin une expertise dans laquelle le professeur Rita Celi a constaté que notre mandataire présentait en moyenne une concentration 100 fois plus élevée de 21 métaux lourds toxiques pour le corps humain, ainsi qu'une concentration 500 fois plus élevée d'uranium appauvri dans le corps que ce qui est autorisé, soit 2,98 mSv (millisievert), contre 0,0055 mSv autorisés. L'OTAN a déclaré bénéficier de l'immunité en vertu de l'accord signé en 2005 avec notre pays pour le transit de ses troupes, soldats et équipements. Mais elle ne peut pas être exonérée de la responsabilité du crime de guerre commis en bombardant la Serbie et le Kosovo avec des munitions à l'uranium appauvri. Concernant les 34 autres cas, ils sont actuellement examinés et documentés par des experts, je pense donc qu'une grande partie d'entre eux seront clôturés d'ici la fin de l'année.

La plainte est d'abord dirigée contre la République de Serbie, car les soldats, les réservistes et les officiers qui se trouvaient dans le sud de la Serbie et au Kosovo-et-Métochie, soit sur astreinte, soit dans le cadre de leurs fonctions, ne disposaient pas d'un équipement de protection adéquat contre l'uranium appauvri et n'avaient pas été avertis des conséquences possibles. Les militaires malades ont donc droit à une indemnisation, tout comme les civils qui ont séjourné dans cette zone. Chaque Etat, y compris la République de Serbie, est objectivement responsable des dommages causés à ses citoyens de par son inaction et son incapacité à assurer une protection adéquate. La plainte est également dirigée contre l'OTAN, car elle est responsable de ce qui s'est passé, c'est-à-dire de l'emploi d'uranium appauvri, qui a des effets à long terme et dont l'utilisation tue et tuera encore des civils et des soldats qui se trouvaient ou se trouvent sur le territoire du sud de la Serbie et au Kosovo-et-Métochie. Nos plaintes visent à protéger le droit à la vie humaine, qui a été violé par l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri, car cette dernière a entraîné de graves cancers et des décès. Les articles 24 et 25 de la Constitution serbe réglementent le droit à la vie et le droit à la protection de la santé humaine comme un droit humain fondamental.

Le monde occidental n'a rien appris: des munitions à l'uranium sont désormais destinées à l'Ukraine

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni fournissent officiellement des armes UA à l'Ukraine. Que pensez-vous de cette situation, compte tenu de votre expérience?

L'ensemble du monde démocratique occidental n'a tiré aucune leçon de ce qui est arrivé à ma famille, à mon peuple et à mon pays en raison de l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri. La vérité sur l'uranium appauvri, ses effets et les conséquences de son utilisation ont longtemps été passées sous silence, non seulement en Occident, mais aussi dans mon pays. Grâce au groupe de travail «Mut zur Ethik», je parle depuis six ans de ce sujet et des graves conséquences qu'entraîne l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri, et je lui suis reconnaissant d'avoir la possibilité d'en parler en Suisse et dans d'autres pays en Europe. Je profite de toutes les occasions pour le souligner lors de chaque conférence à laquelle je participe et pour mettre en garde tous ceux qui pensent que l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri permet d'obtenir une victoire immédiate. Car à long terme, la pollution de l'environnement et les épidémies de maladies graves seront des conséquences indissociables, tant dans la région où les munitions sont utilisées qu'en Europe occidentale et orientale, et se poursuivront pendant les millions d'années à venir, car la poussière d'uranium recouvrira de larges zones si les munitions sont utilisées sur le sol de l'Ukraine et de la Russie. J'en appelle

Première du film:

«Toxic Nato – Le long chemin de la justice de Srdan Aleksić»

ef. Le symposium a été introduit par la présentation d'un tout nouveau documentaire du réalisateur, cinéaste et journaliste d'investigation berlinois Moritz Enders, intitulé «Toxic Nato – Srdan Aleksić's long way to justice» (Otan toxique – le long chemin vers la justice de Srdan Aleksić). Dans ce documentaire, Enders accompagne l'avocat Srdan Aleksić, dont la propre famille a été touchée par les conséquences de l'utilisation d'armes à l'uranium pendant la guerre de Yougoslavie en 1999 et qui tente actuellement plusieurs actions en justice. Il utilise les moyens du droit pour aider les nombreuses victimes des bombardements de l'OTAN à obtenir au moins une compensation matérielle.

(Langues: serbe/allemand – sous-titres anglais; durée: 26 minutes; sur YouTube: Bande-annonce et interviews)

au Royaume-Uni et à l'Amérique pour qu'ils n'envoient pas de munitions à l'uranium, et pas seulement en Ukraine mais que cela s'étende également à tous les autres pays à l'avenir, car il s'agit d'une arme aux conséquences imprévisibles et durables.

De quel type de soutien avez-vous besoin en ce moment pour votre travail?

Tout d'abord, je suis reconnaissant au groupe de travail «Mut zur Ethik» pour le soutien qu'il m'a apporté et qui m'a permis de participer à des conférences en Suisse, ainsi qu'il m'a donné l'occasion de rencontrer de nombreux intellectuels de différents horizons qui participent à ces conférences. Des représentants de ce group se sont rendus aussi aux conférences en Serbie, à Niš. Je suis très heureux d'avoir l'occasion de transmettre aux lecteurs et au public la vérité sur cette maladie, le cancer, conséquence directe de l'utilisation d'uranium appauvri, qui se propage dans la région du sud de la Serbie et au Kosovo-et-Métochie. Depuis la fin de l'agression de l'OTAN, je rassemble avec mon équipe des données et tous les documents pertinents en rapport avec les dommages causés afin de répondre aux besoins des victimes de cette agression armée contre la République fédérale de Yougoslavie.

Le combat actuel n'a pas encore abouti aux résultats escomptés, à savoir un accord avec les membres responsables de l'alliance de l'OTAN sur les compensations qu'ils doivent au pays et à ses citoyens.

«Il faut d'urgence du soutien international»

Il est donc d'autant plus important de rendre ce combat public. Il nous faut recevoir d'urgence du soutien international.

Je vais essayer d'apporter devant les tribunaux les preuves de la vérité sur l'uranium appauvri, par mon combat juridique, avec mon collègue italien ainsi que d'autres venant d'Europe et du monde entier, à l'aide de documents scientifiques et de preuves écrites appropriées. Elles sont contenues dans le livre «Missiles of Justice» que j'ai publié, afin d'informer le public professionnel et scientifique des conséquences de l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri.

Nous demandons à vos lecteurs de se pencher sur le devenir de plus d'un millier de requêtes déposées il y a un an auprès du Conseil des droits de l'homme à Genève, puisque nous n'avons reçu aucune réponse à ce jour.

L'aide pourrait également se traduire par la création d'une organisation non gouvernementale spécifique, basée en Suisse ou dans un autre pays d'Europe, avec une agence à Niš, afin que nous puissions travailler ensemble sur le terrain, en aidant la population malade, en protégeant l'environnement et en fournissant toute autre forme d'aide à la population civile au sud de la Serbie, et au Kosovo-et-Métochie.

Merci beaucoup pour cette interview.-

(Traduction: Horizons et débats)

La numérisation doit rester un outil au service des citoyens

Tour d'horizon de la situation actuelle, inquiétante

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

«En matière de numérisation, la Suisse est à la traîne par rapport à d'autres pays», voilà ce qu'on a lu récemment dans la presse quotidienne. Parmi les raisons invoquées par l'auteur de l'article méritant notre intérêt, on trouverait notamment «le fédéralisme, le conservatisme [et] des responsables souvent peu portés sur les nouvelles technologies au sein des gouvernements et des parlements».¹ En revanche, il n'est fait nulle part mention du pouvoir décisionnel et des droits civiques exercés par les citoyens en matière de démocratie directe, des citoyens qui, pour la plupart, ont un réflexe naturel de défense contre le fait d'être envahis et managés par le numérique. Le fait que la digitalisation toujours plus poussée de notre quotidien consulté implique en premier lieu le monde des affaires n'est évidemment pas abordé dans les commentaires de l'invité *Thomas Reitzke*. Il est en effet «managing director» du groupe informatique mondial «T-Systems», l'un des «principaux prestataires de services en matière de technologies de l'information et de solutions de numérisation en Europe», dont le chiffre d'affaires annuel s'élève à environ quatre milliards d'euros (2022).²

Pas d'essais numériques avec la démocratie directe!

Ce n'est pas comme si les Suisses vivaient sans téléphones portables ou sans ordinateurs. Les administrations et les services de la Confédération, des cantons et des communes, et a fortiori des entreprises, sont numérisés au point de provoquer leur rejet par les citoyens et la clientèle. Ce qui dérange les managers informatiques comme *Thomas Reitzke*, c'est qu'en Suisse, la percée de son groupe ou d'autres similaires non seulement n'est pas l'objet d'une décision gouvernementale, mais se heurte souvent aux barrières du système étatique suisse, par exemple à l'autonomie des cantons ou à l'opposition du souverain (malheureusement pas toujours: que l'on se rappelle le procès sous le label «Bologne», la révolution technocratique qui a submergé nos grandes écoles sans rencontrer la moindre résistance des «protagonistes du veto»).

A ce sujet, voici des extraits de deux commentaires de lecteurs en ligne sur l'article de *Reitzke*: «Je suis extrêmement féru de technologie, raison pour laquelle je suis ravi, notamment en ce qui concerne les processus démocratiques et le problème de l'identification, que la Suisse n'encourage pas les expérimentations hasardeuses. [...] La numérisation n'est pas une fin en soi. Et justement, ses risques sont énormes pour la démocratie.» – «Dieu merci, la Suisse est en retard sur la numérisation! Le philosophe *Konrad Paul Liessmann* a récemment déclaré que «l'expérience montrait que ce sont les systèmes éthiques qui s'adaptent aux systèmes techniques et non pas l'inverse». Autrement dit, c'est la morale qui le plus souvent s'adapte aux possibilités techniques.»

La Suisse a très récemment pris conscience des réels dangers liés à la numérisation dans le cas critique de la fiabilité du décompte des voix, lors des élections au Conseil national. Trois jours après le dépouillement des bulletins de vote, l'*Office fédéral de la statistique* (OFS) a dû annoncer que les chiffres qu'il avait publiés au soir des élections du dimanche, 22 octobre 2023, étaient erronés. La raison en était une «erreur de programmation dans le programme d'importation des données pour les deux Cantons d'Appenzell et de Glaris».³

Ainsi, les expériences de vote électronique ayant échoué à maintes reprises en Suisse ont provisoirement été abandonnées. En effet, tant qu'on maintient le vote-papier, le risque d'erreurs dans les résultats est minime. Dans les communes, où tous les bulletins de vote et d'élection sont conservés pendant des années, le moindre soupçon d'erreur dans le stockage ou la transmission numérique des résultats demeure vérifiable. Donc, si la Suisse est «à la traîne» en matière de numérisation, on ne peut difficilement autrement que s'en féliciter.

Le service public doit être au service des citoyens, pas des groupes informatiques

Dans ses commentaires, *Reitzke* invite le Parlement suisse, nouvellement élu, à ne pas traiter les problèmes politiques actuellement



Le bienfait des soins humains ne peut et ne doit pas être remplacé par des automates sans âme – nous le devons à nos parents et grands-parents! (photo PantherMedia)

en suspens par le biais de mesures politiques, par exemple celui des primes d'assurance-maladie largement ingérables pour de nombreux ménages, car «il y aurait certainement [...] des moyens plus simples de réduire les coûts – en améliorant le système et augmentant les avantages pour les patientes et les patients. La solution, c'est la numérisation». Selon *Reitzke*, la cyber-santé englobe bien plus que le dossier électronique du patient, et les économies potentielles pourraient atteindre 8,2 milliards par an selon les pronostics de l'*EPF* et de *McKinsey*.

Le secteur de la santé ne relève pas de ma compétence, je laisse volontiers aux spécialistes le soin d'examiner le sujet de plus près. Mais qu'on utilise des programmes de groupes informatiques et des expertises unilatérales dans le sens du commanditaire pour faire baisser le niveau de prestations de notre excellent système de santé, afin que l'Etat puisse économiser des milliards et que les entreprises de technologie engrangent des milliards, là, c'est le comble! Réduire les coûts tout en augmentant les prestations de santé pour les patients? Autant croire au Père Noël!

Il est tout de même inadmissible que, dans un pays aussi riche que la Suisse, on ferme des hôpitaux dans les campagnes malgré des besoins criants ou qu'on envisage de licencier, dans les années à venir, des centaines de médecins et d'infirmiers hautement qualifiés et expérimentés dans les hôpitaux de Saint-Gall, uniquement pour des raisons purement économiques.

Pourtant, tout le monde sait que le système de santé suisse manque cruellement de médecins et de personnel soignant, si bien que ces derniers exercent souvent à la limite de leurs capacités. Et voilà qu'il faudrait fermer des hôpitaux et licencier du personnel qualifié? Nos institutions de service public n'ont pas besoin d'être neutres en termes de coûts. Tous nos concitoyens doivent être bien soignés, c'est pour cela que nous payons nos impôts. Pour faire des économies, il faudrait plutôt songer à réduire les bulles administratives au niveau de la Confédération et des cantons.

L'IA vise à pousser encore les performances des employés ou à les remplacer par des robots

L'«intelligence artificielle (IA)» est la grande vedette du monde numérique. Elle devrait notamment permettre de résoudre «des déficiences sur le marché du travail». *Microsoft* a déjà investi 13 milliards de dollars dans l'IA ayant organisé à la mi-novembre une conférence sur la technologie, à Seattle. On y a notamment présenté le nouveau programme «Copilot», un «assistant numérique pour le travail quotidien» qui «aide les collaborateurs du service et de la production à effectuer des tâches complexes et à résoudre des problèmes plus rapidement, sans interrompre leur travail».⁴

Le journaliste *Philipp Gollmer* rapporte depuis Seattle à quoi ressemble cette «aide»: «Dans un premier temps, Microsoft va surtout récupérer les employés de bureau. En combinaison avec des lunettes de réalité mixte* [...], Copilot devrait bientôt assister les travailleurs dans les usines. Des commandes vocales leur permettront d'accéder directement à des informations, par exemple sur l'entretien ou le montage d'une machine, sans avoir à consulter péniblement une documentation.»⁵

En tant que non-professionnelle du numérique, ayant les deux pieds sur terre et dotée de bon sens, j'essaie de dégager le point essentiel de ces descriptions. Premièrement, il

s'agit d'augmenter la performance des employés en ce sens qu'ils ne doivent plus réfléchir par eux-mêmes ou «consulter péniblement une documentation», mais se voient dicter en continu par un «assistant» numérique tout ce qui est utile à l'opération. Voilà qui rappelle désagréablement le travail à la chaîne d'autrefois: aujourd'hui, au lieu d'être soumis aux cadences de la chaîne, l'ouvrier est poussé à la performance par son assistant numérique.

Deuxièmement, ce sont avant tout les employeurs se trouvant incités à investir dans l'IA, car cela réduira leurs besoins en main-d'œuvre. En d'autres termes, l'IA permettra de «résoudre» les «problèmes sur le marché du travail» – en licenciant! Vous vous souvenez sans doute des «robots infirmiers» chargés de servir des repas ou de distribuer des médicaments dans les hôpitaux et les maisons de retraite? Manifestement, leurs inventeurs technophiles n'ont jamais entendu parler du fait que la chose la plus importante dont ont besoin les personnes âgées et malades, en plus de l'aide professionnelle, pour se sentir prises en charge et pouvoir guérir, ce sont les soins reçus de la part d'un semblable, la compassion émotionnelle, la voix encourageante, la relation humaine. Cela vaut d'ailleurs aussi pour les employés au bureau et dans l'industrie: au lieu d'être nourris d'instructions numériques, beaucoup préfèrent vérifier eux-mêmes ou demander à un collègue ou au patron lorsqu'ils se trouvent face à un blocage dans une tâche quelconque.

Dans certains secteurs, on fait même croire aux entrepreneurs qu'ils peuvent tout simplement se passer de main-d'œuvre. Ainsi, dans certaines villes américaines, par exemple à San Francisco, on a eu recours à des taxis sans chauffeur – jusqu'au premier accident, qui va coûter cher à l'entreprise.⁶ Pour les chauffeurs de taxi licenciés, c'est une double peine: d'une part, ils n'ont plus d'emploi, d'autre part, ils se sentent inutiles puisque qu'on peut les remplacer par un robot.

Mais jusqu'à quel point? Quand les gens prennent un taxi, ils aiment bien discuter avec le chauffeur, ils sont très contents quand il porte leur lourde valise jusqu'à la porte. Et puis, souvent ils aiment bien reprendre le même chauffeur de taxi la prochaine fois.

L'IA favorise la société 20/80 Pour la contrer, tous les enfants devraient recevoir une formation exhaustive

Philipp Gollmer continue son rapport depuis Seattle en écrivant: «Le responsable de la communication de Microsoft, *Frank Shaw*, a expliqué, par un exemple lors d'un entretien avec des journalistes, comment Copilot pouvait rendre les gens plus productifs: «La moitié des utilisateurs de *Word* referment le programme sans avoir écrit une seule ligne parce qu'ils ne voient pas très bien par où ils pourraient commencer. C'est là que l'IA intervient pour les aider à démarrer, par exemple en demandant en haut de la feuille blanche ce qu'ils veulent écrire et en proposant aussitôt quelques formulations. Copilot peut également être utile pour [...] répondre aux e-mails.»⁷

Ceux qui s'inquiètent de la formation scolaire déficiente de jeunes, en Suisse en toute évidence une des conséquences graves du programme d'éducation basé sur le Plan d'études 21, de la formation insuffisante des enseignants et des classes devenues hétérogènes et trop chargées, sans enseignement dirigé par un professeur, peuvent se sentir mal à l'aise face à une telle «aide» produquée aux actifs. Pourquoi les enfants devraient-ils apprendre à rédiger si, plus tard, il leur suffira de saisir un mot-clé pour recevoir leur texte tout fait? Pourquoi les apprentis de commerce devraient-ils être à même de comprendre la comptabilité en partie double si, une fois intégrés à l'entreprise, tout ce qu'ils auront à faire se résumera à envoyer des factures et des rappels, par ailleurs préformulés pour la plupart? Pourquoi les élèves du primaire devraient-ils mémoriser les tables de multiplication ou apprendre la division par écrit alors que tout le monde dispose de toute façon

d'une calculatrice, et pourquoi devraient-ils respecter l'orthographe alors que *Word* souligne les fautes et propose une correction automatique?

Beat Döbeli, formateur d'enseignants à la Haute Ecole Pédagogique (HEP) de Schwyz, a répondu brièvement à quelques-unes de ces questions sur la radio SRF: Non, les élèves n'ont pas besoin de savoir tout cela, ils devront plutôt consacrer leur temps d'apprentissage à des contenus plus en phase avec notre époque. A la question: «Les élèves trouveront-ils encore à employer leurs capacités mentales si l'intelligence artificielle parvient à maîtriser beaucoup de choses plus rapidement que l'être humain? Döbeli a répondu qu'il était sûr du contraire, disant: «Les Grecs de l'Antiquité craignaient déjà de perdre leur capacité de mémorisation à cause de la tablette de cire», a déclaré le pédagogue formateur d'enseignants.⁸ Cette absurde comparaison montre bien, une fois de plus, à quel point il est urgent d'insister sur la réévaluation de l'Hiositre comme matière et discipline essentielle dans notre formation scolaire.

La boucle est bouclée: en matière d'éducation, réformateurs et politiciens de tous bords sont responsables de la forte proportion de jeunes sous-éduqués tandis que les groupes technologiques mondiaux produisent les logiciels et les robots censés de remédier à ces défaillances. Malgré toutes les réformes inadaptées, ce ne sont que quelques-uns parmi nos jeunes (environ 20 pour cent) qui apprennent, au cours de leur scolarité, les éléments nécessaires pour réussir à l'apprentissage en école professionnelle ou au lycée – pour autant qu'ils aient des aptitudes à cet apprentissage et pu bénéficier d'une certaine stimulation intellectuelle à la maison, ou qu'ils aient des parents (et, dans le meilleur des cas, un enseignant) qui accompagnent leur scolarité de manière judicieuse. Une intégration réussie dans la vie professionnelle et sociale est également favorisée si les parents ont des connaissances suffisantes en une des langues nationales et peuvent, si nécessaire, apporter leur soutien à l'apprentissage ou financer à leurs jeunes l'école privée. On ne peut en tout cas pas nous vendre cette situation intenable comme réalisation moderne de l'égalité des chances que notre système scolaire doit garantir – une situation grotesquement défaillante et qu'aucun outil numérique ne peut dissimuler ni y remédier.

L'IA consommera, une fois solidement installée partout, énormément d'énergie

Maintenant, voilà la cerise sur le gâteau: «Toutes ces applications d'IA, a fortiori si on les utilise en même temps dans le monde entier, engloutissent une grande quantité d'énergie et de puissance de calcul», explique ce même *Philipp Gollmer* dans la «*Neue Zürcher Zeitung*» précitée. Interrogé à ce sujet, *Satya Nadella*, CEO de *Microsoft*, dément le fait que l'IA entraîne des pénuries d'énergie: En effet, selon elles, «l'amélioration de la capacité de calcul par unité d'énergie grâce à l'IA est étonnante. Cela accélère aussi le progrès scientifique et résoudra également le problème de l'énergie.» Tout est clair? La remarque finale, ironique de *Gollmer* met les points sur les i: «Donc, à en croire *Microsoft*, Copilot est la clé de tous nos problèmes.» Des questions? •

¹ Reitzke, Thomas. «Die Schweiz digital erneuern». Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 17/11/2023

² <https://www.t-systems.com/de/de/ueber-t-systems/unternehmen>

³ «Wähleranteile waren falsch – Bund verrechnet sich: FDP liegt jetzt doch vor der Mitte». *SRF News* du 26/10/2023

⁴ <https://www.connect-living.de/news/microsoft-ignite-2023>

⁵ Gollmer, Philipp. «Microsoft setzt voll auf künstliche Intelligenz». Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 20/11/2023

⁶ «Der Chef der Robotaxi-Firma Cruise ist während der Ermittlungen zu einem Unfall mit einer Fussgängerin in San Francisco zurückgetreten». *Keystone-SDA* du 20/11/2023

⁷ Gollmer, Philipp. «Microsoft setzt voll auf künstliche Intelligenz». Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 20/11/2023

⁸ Pribakovic, Ivana. «Beat Döbeli: «Mit ChatGPT sind alle überfordert»». *Radio SRF. Tagesgespräch* du 21/11/2023

* Selon *Wikipedia*, les lunettes de réalité mixte «mélangent la perception naturelle d'un utilisateur avec une perception artificielle (générée par ordinateur)».

«Pour être précis...» il faudrait une analyse approfondie des défaillances de lecture

par Dr. Eliane Perret, pédagogue curative et psychologue

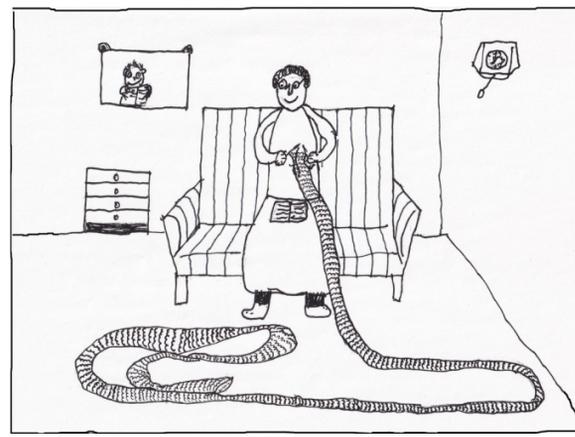
«Dans notre famille, tous les membres, du plus âgé au plus jeune, partagent la même petite faiblesse – la lecture». Oh là-là – attention! Cette famille serait-elle touchée par une difficulté, voire un trouble de maîtrise de la lecture ou souffre-t-elle plutôt collectivement d'un trouble d'orthographe? Est-elle confrontée à la *dyslexie* familiale comme on dit en langage scientifique et dont les causes font l'objet de controverses acharnées? A-t-elle déjà passé, comme il est aujourd'hui d'usage, toute la gamme des tests appropriés, y compris celui d'intelligence, après avoir exclu des causes cérébrales ou organiques telles que la surdité ou de la mauvaise vision? Ou bien les conditions générales de cette famille ont-elles été jugées défavorables, éventuellement sur plusieurs générations? Ou bien la pression psychique et psychologique ainsi que les conditions de travail et de logement ont-elles été considérées suffisamment longtemps pour se révéler précaires au point d'aboutir aux manquements de lecture manifestes? A-t-on manqué le moment de les intégrer à temps dans des programmes de soutien ou de leur prescrire des thérapies amplement disponibles aujourd'hui? Les enfants concernés, profitent-ils déjà de «compensation des désavantages» comme par exemple se voir concéder davantage de temps lors des épreuves? Ont-ils accès au nombre suffisant des contrôles d'objectifs d'apprentissage oraux plutôt qu'écrits? Ou font-ils malheureusement partie de ceux désignés «illettrés» et qui, malgré de longues années d'école, maîtrisent si peu la lecture qu'ils n'arrivent plus à satisfaire aux exigences quotidiennes en la matière?

Oublier le monde en lisant

Non-non, rien de tout cela. La phrase initiale, citée ci-dessus, est le début d'une histoire de *Michael Ende* qui se poursuit ainsi: «Il n'est guère possible de convaincre l'un d'entre nous de laisser son livre de côté, pour quelque raison que ce soit, afin de s'occuper de quelque chose d'autre, même d'urgence. Cela ne veut pas dire que ce qui est urgent ne soit pas fait. Simple-ment, pensons-nous, il n'est pas nécessaire de renoncer à la lecture pour cette raison. On peut très bien faire l'un et ne pas laisser l'autre, n'est-ce pas? J'avoue que parfois cela entraîne telle ou telle petite mésaventure – peu importe.»

Ce début a tout de même l'air passionnant faisant envie de continuer la lecture! Un peu comme les acteurs dans l'histoire, absorbés par leur lecture au point d'oublier tout leur entourage et ce qu'ils étaient en train de faire. Comme le grand-père qui, au lieu d'éteindre sa pipe de tabac dans le cendrier, la tapote dans le vase de fleurs dans lequel il boit ensuite, pensant prendre son médicament contre la toux. Ou encore la grand-mère qui tricote, un moment venu tout de même effrayée par le long tuyau qui s'enroule dans le salon (en fait, cela aurait dû aboutir à une paire de chaussettes) et qui – pense-t-elle – a été oublié par les pompiers. Que ce soit le père qui peint, la mère qui fait la cuisine, la sœur qui téléphone, le frère qui prend l'ascenseur, même la grenouille et le chat, tous sont plongés dans leur lecture oubliant le monde qui les entoure.

Dans «Pour être précis...», voilà donc le titre du petit récit de *Michael Ende*, on se trouve face à une famille où tous consacrent leur temps de loisirs à la lecture. Ne souhaiterions-nous pas ce genre d'emploi du temps libre pour tous nos enfants et adolescents? Il est pourtant bien connu, dans nos réalités actuelles, qu'un grand nombre d'entre eux, malgré de longues années de scolarité, ne disposent pas des compétences ni en lecture ni en écriture leur permettant d'organiser leur vie privée quotidienne et professionnelle de manière autonome. Il se peut qu'un certain nombre de lecteurs de cet article se souviendront du cas tragique, amplement relaté dans nos médias, d'un jeune homme, occupé comme main d'œuvre auxiliaire habitant l'Oberland zurichois qui, pendant des années, n'avait pas délivré de déclaration d'impôt à cause de sa dyslexie et qui, perpétuellement surévalué par l'administration fiscale, n'a pourtant jamais contesté les estimations fiscales, pour gêne. Mais à l'époque déjà – en 2014 – l'Office fédéral de la statistique (OFS) comptait 800 000 personnes concernées par ce problème



La lecture n'est pas seulement indispensable à la réussite du quotidien et de la vie. Elle nous permet également de nous informer librement et en toute indépendance sur l'actualité et de profiter d'heures de loisir pour explorer le monde et ses trésors culturels. (Dessin d'une élève)

et craignait une augmentation considérable dans les années à venir.

Au cours de ce décembre, la dernière enquête sur les capacités de lecture de nos enfants et adolescents – imposée par le programme «Pisa» – doit être publiée. Lors de la dernière enquête de 2022, la part des lecteurs les plus faibles avait déjà augmenté à 25 pour cent, ce qui «signifie, selon les experts, qu'en Suisse, la moitié des jeunes de 15 ans ne parviennent qu'à peine à maîtriser le quotidien», comme l'écrit le *NZZ am Sonntag*.¹ Une raison de plus pour y regarder de plus près.

Enjoliver l'état de cause ne sert pas à y voir plus clair

Il ne sera pas nécessaire de relever encore des chiffres, participant à l'étude dite *IGLU* (*Internationale Grundschul-Lesung-Untersuchung* – Enquête internationale des aptitudes en lecture au niveau des écoles primaires), qui vérifie, tous les cinq ans et dans 60 pays, ce qu'elle appelle les «compétences en lecture des élèves de quatrième année». Face à l'évidence, il ne s'agit certes pas d'entamer de nouvelles études issues de la tour d'ivoire de nos universités, mais de prendre au sérieux ce que les enquêtes menées jusqu'à présent, de concert avec les praticiens dans nos écoles, les entreprises formant des apprentis et les lycées constatent depuis longtemps. L'Allemagne a d'ailleurs, elle aussi, raison de s'inquiéter, car l'enquête *IGLU* a montré qu'un élève allemand de quatrième année sur quatre ne sait pas lire correctement. Quant à pronostiquer qu'il suffira de consacrer un milliard d'euros à la promotion des compétences en lecture, c'est un peu comme si un pâtissier voulait sauver son gâteau raté en le recouvrant d'un glaçage très sucré au lieu de vérifier les ingrédients de sa recette et la méthode de cuisson choisie.

Face à la multitude écrasante des raisons de s'inquiéter, et cela depuis longtemps

Dans le dernier classement *Pisa* sur les compétences en lecture, la Suisse se trouvait derrière l'Allemagne et la Suède encore. Au tournant du millénaire, cela a été l'inverse. Mais même à l'époque avec ses 12 %, la proportion de jeunes aux compétences très faibles en lecture était inquiétante alors déjà. Les contre-mesures prises depuis lors ont manifestement été une erreur de réflexion et reposent sur une analyse déficiente des causes. Dans nos sociétés, on est pratiquement continuellement confronté au besoin de savoir lire et écrire. Celui qui a du mal à déchiffrer un texte, ne le comprenant qu'à peine ou même pas du tout n'est pas limité dans sa vie quotidienne seulement, mais aussi en poursuivant ses buts. En plus il se retrouve profondément affecté par l'idée qu'il se fait de lui-même en se considérant de moindre valeur pour notre société.

Une fois de plus – le fédéralisme est vitupéré

Lors de la votation populaire de 2006, un article sur l'éducation a été introduit dans la Constitution fédérale suisse, promettant certaines règles d'acceptation générale, telles que des niveaux scolaires identiques pour toute la Suisse. Il a été accepté, lors de la votation populaire, par un grand nombre de citoyens, notamment suivant l'idée que cette contrainte face aux cantons facilitera les changements de domicile d'un

canton à l'autre. Il en a été de même pour le Plan d'études 21, toujours controversé. De nombreux votants, conscients de leurs responsabilités en la matière n'ont remarqué qu'après coup que les allègements promis n'avaient pas été suivis, mais que les nouvelles dispositions étaient les premiers pas en direction du régime centraliste sur l'éducation suisse (de tradition sous la compétence des cantons), procédant par décrets. Depuis lors, on s'efforce de priver progressivement les cantons de leur droit à avoir leur mot à dire. Il est donc un remède plutôt douteux de reprocher au fédéralisme, reproche qui a contribué au oui face à l'article centraliste en question, d'être responsable du malaise de la lecture, avançant qu'il empêche l'introduction de mesures ciblées pour y remédier. Tout au contraire, *pour être précis*, c'est certes les restes de la souveraineté cantonale dans le domaine de l'éducation qui seront capables d'aboutir à la prise de mesures rapides et adaptées aux conditions réelles de chaque canton.

«Les enfants migrants oui, mais qu'ils se débrouillent...»

Il est vrai que ces dernières années, le nombre d'enfants dont l'allemand n'est pas la langue maternelle (première langue) n'a cessé d'augmenter. Alors, pourquoi ne pas y voir une des causes principales de la misère régnant en lecture? Bien sûr, nous revoilà donc face à un problème pédagogique, car ces enfants ont besoin de cours d'allemand solides et intensifs. De plus, il y a peu d'années, on disposait encore de ce que l'on appelait les classes E [à nombre réduit]. Les enfants nouvellement domiciliés en Suisse y suivaient les cours d'allemand de rattrapage afin de pouvoir suivre ensuite les classes normales. Quel bienfait pour chaque enfant arrivant d'un pays étranger de recevoir tout d'abord un soutien linguistique intense représentant en même temps un accueil humain. Or, à l'heure actuelle, la plupart d'entre eux doivent s'adapter dès le début à une classe ordinaire, avec quelques heures de cours d'allemand supplémentaires seulement – au lieu de se familiariser d'abord avec la nouvelle langue et d'apprendre correctement leur langue maternelle. En plus, ils sont contraints de suivre en même temps de nombreuses leçons, dès l'école primaire, consacrées à l'acquisition de quelques fragments de la langue anglaise et française. Tout cela en dépit de l'inutilité générale de cette entreprise [Anglais/Français précoce] obligatoire pour tous comme il en découle de toute évidence de plusieurs enquêtes indépendantes.²

Du glaçage – encore

Si l'on évoque aujourd'hui, comme dans l'article susmentionné, l'hétérogénéité des classes étant la cause possible et l'enseignement différencié comme remède, on se trouve face à un nouvel exemple d'analyse inapproprié de la situation. Or, une réflexion approfondie s'impose! L'hétérogénéité régnante dans nos classes est avant tout due au dogme de l'inclusion de tous les enfants dans la classe ordinaire tandis que l'enseignement individualisé proposé comme remède fait en réalité justement partie des causes du malaise en matière de lecture. Les deux phénomènes empêchent en fait le processus d'apprentissage stimulant sur le plan linguistique. Ils effacent l'effet de modèle d'enfants doués pour les langues créant en plus des liens sociaux – en bref, ils coupent court à l'apprentissage par et avec les autres. Il s'agit là aussi d'un mauvais ingrédient dans la pâte à gâteau face auquel cela ne mènera à rien de le dissimuler par un glaçage au sucre.

La tour d'ivoire facilite les blocages d'apprentissage

Or, l'analyse du problème actuel semble se heurter contre certains blocages d'apprentissage chez les analystes. L'un d'entre eux est le statut sacro-saint de l'apprentissage numérique. Il y a peu de temps, la Suède a eu le courage de prendre au sérieux les résultats de la recherche sur les causes de l'échec en lecture, documenté par l'étude *IGLU*, et d'ainsi brider les grands

groupes de la technologie scolaire financièrement puissants. La Suède a donc banni des salles de classe aux élèves du primaire les appareils numériques utilisés jusqu'à présent comme moyens d'enseignement, en particulier les tablettes, en prévoyant de revenir aux livres. Une équipe de recherche renommée avait démontré que la lecture sur écran avait un effet négatif sur la compréhension des textes et que la lecture à l'écran était effectuée plus rapidement et de manière plus superficielle, empêchant ainsi l'apprentissage approfondi.³ Là encore, nos «experts» des universités, malheureusement souvent éloignés de la pratique, avancent que c'est la tâche de l'école de transmettre les compétences (souvent obsolètes demain!) pour la lecture numérique, d'enseigner les attitudes judicieuses dans l'emploi des appareils et des techniques permettant de savoir lire les textes numériques de manière critique...

Conclusion: il faut plus de soin

Le problème de la lecture en Suisse ne peut pas être résolu par une recherche superficielle des causes sans oser s'attaquer aux sujets brûlants. On se trouve face aux résultats pratiques des réformes des 30 dernières années, ayant pratiquement tout changé de ce qui était à la base de notre système scolaire. Elles ont sacrifié la pédagogie scientifiquement fondée – basée sur une vision personnelle de l'être humain orientée vers les sciences humaines – aux exigences du complexe industriel du scolaire. Et ce, sur fond d'une vision biologiste de l'être humain, réduisant les difficultés des enfants en lecture à des dysfonctionnements cérébraux. Depuis lors, on a négligé, voire nié, le fait que les faiblesses et les troubles de la lecture sont souvent causés par des méthodes inappropriées, aujourd'hui en partie interdites⁴, demandant aux enfants de s'approprier le processus complexe et exigeant de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture tout seul. Livrés à eux-mêmes, sans être guidés de manière compétente et empathique par un enseignant, à interioriser ainsi des stratégies d'apprentissage erronées et des erreurs.

Or, «pour être précis...»

La famille pratiquant la lecture dans l'histoire de *Michael Ende* n'a pas ces problèmes-là. Non, tous lisent avec plaisir, aimaient les livres et oubliaient le monde les entourant, telle la grande sœur de la narratrice tenant le combiné du téléphone contre son oreille avec impatience: «Les téléphones, on le sait, ont été inventés spécialement pour les sœurs de quatorze ans, car sans le combiné à l'oreille, toutes les sœurs de quatorze ans du monde mourraient du manque de nouvelles aussi certainement que les plongeurs sans appareil respiratoire du manque d'air. Mais notre sœur de quatorze ans a en plus un livre à la main, dans lequel elle lit.» Multitâche? Non, par erreur, elle n'avait pas du tout composé de numéro. «Au bout d'environ deux heures, elle demande en passant: «Dis, c'est qui ce tut-tut dont tu parles tout le temps?»

Ne devrions-nous pas permettre à nos enfants et adolescents de vivre à nouveau davantage de telles expériences dans leurs lectures? Et prendre au sérieux, par exemple, ce qu'*Afra Sturm*, professeur de didactique à la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse, ose dire récemment dans un quotidien suisse de renom: «Si la proportion de lecteurs très faibles devait à nouveau augmenter, nous devrions remettre fondamentalement en question la manière dont nous enseignons la lecture aux élèves.»⁵ A quoi bon attendre encore? •

¹ Schöpfer, Linus. «Für den Alltag nicht gewappnet»: Die Schweiz hat eine Leseschwäche. Ds: *NZZ am Sonntag*, 19/11/2022. <https://magazin.nzz.ch/nzz-am-sonntag/kultur/die-schweiz-verlerni-das-lesen-und-wird-anfaellig-fuer-fake-news-ld.1765095?reduce-d=true>

² Pfenninger, Simone E.; Singleton, David. 2017. *Beyond Age Effects in Instrumental L2 Learning: Revisiting the Age Factor* (2008–2017). Multilingual Matters.

³ Perret, Eliane. «UNESCO: «L'écran ne remplace pas l'enseignant», *Horizons et débats*, n° 18 du 29/08/2023

⁴ Schmolli, Heike. «Fehler sollen wieder korrigiert werden.» Ds: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 02/04/2019. <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/einige-bundeslaender-verbieten-lehrmethode-lesen-durch-schreiben-16155156.htm>

⁵ *NZZ am Sonntag* du 19/11/2023

«L'Europe a perdu sa force d'autodétermination»

Le discours zurichois de Victor Orban – reportage d'un événement encourageant

par Eva-Maria Foellmer-Müller

La lettre d'accompagnement pour la participation au 90^e anniversaire de l'hebdomadaire «Die Weltwoche» m'avait avertie: «A cause du nombre élevé de visiteurs on est prié de préférer, si possible, l'accès par les moyens de transport publique.» Comme pour moi, par un agenda un peu serré, ce n'était pas possible, j'ai tout de même tenté ma chance en voiture – et j'en avais! Accueil aimable à l'Hôtel Dolder, des agents de police visiblement présents, mais décontractés. Une pensée surgit: il y a, probablement un grand nombre de personnes, qui souhaiteraient qu'il s'efface, ce Victor Orban – personnalité combative. A l'entrée de salle, un regroupement considérable; on attendait patiemment le moment d'y accéder. Parmi ceux qui attendent, l'ancien Conseiller fédéral Ueli Maurer que rien ne distinguait de tout le monde. Autre petite réflexion spontanée, en Allemagne actuelle, une telle «normalité» serait probablement exclue. Le contrôle de l'entrée s'est passé de façon rapide, toujours serein et aimable dans un cadre rassurant.

Dans la salle, il y a une ambiance affairée, mais quand-même calme, polie. Dans la partie arrière de la salle, des interviews sont en cours. Lors de mon entrée, l'ancien Président de Tchéquie, Vaclav Klaus se trouve en conversation avec Roman Zeller, répondant patiemment et bien concentré aux questions.

La salle se remplit – partout des petits cercles aux conversations animées – il y a une atmosphère agréable.

Lorsque Victor Orban entre dans la salle il est applaudi chaleureusement – ce n'est pas un hommage mais un apparent signe de respect de sa personne et de ses performances. Lors de l'accueil, Roger Köppel, rédacteur en chef de la Weltwoche, exprime vivement son plaisir de le recevoir à cette occasion. Les mots de réponse de Victor Orban à cet accueil étaient du même accabit – tout cela constituait un début réussi.

Après s'être expressément adressé à Vaclav Klaus et ses compatriotes hongrois, le conférencier rend d'abord hommage à la Suisse, un «endroit où régit la parole libre». Pour l'orateur, la Hongrie et la Suisse ont un trait important en commun: les deux pays «sont épris de l'esprit de liberté et de la volonté de la défendre». Quant à lui, se trouvant en sa 17^e année de fonction au sommet du gouvernement hongrois, il se définit comme un homme se réservant le droit d'avoir ses «propres idées des choses».



Le Premier ministre hongrois Viktor Orban prononce son «discours de Zurich». (photo ef)

Le sujet d'Orban est la politique européenne et ses évolutions, ceci depuis la Deuxième guerre mondiale. Il désigne l'Union Européenne comme un problème majeur, et ceci, toutes différences gardées, communément autant à la Hongrie qu'à la Suisse. Bien que la Suisse ne soit pas membre de l'UE – «restez-le!» – elle fait pourtant partie de l'Europe, c'est à dire que les effets des décisions prises à Bruxelles la concernent directement.

Tout au début, Orban présente sa thèse de départ: L'Europe a perdu sa capacité d'autodétermination; elle ne sera plus en mesure d'agir de façon autodéterminée et souveraine. «Ça fait mal.» Comment en est-on arrivé là? Il explique ce déclin dramatique en passant, en rétrospective historique, par les transformations qu'ont vu les relations entre les Etats-Unis et l'Europe après la Deuxième guerre mondiale ainsi que le changement qui lui a été imposé depuis la fin de la guerre froide. La partie Ouest de l'Europe s'est toujours bien entendu avec le pouvoir US-américain. Les chefs d'Etats européens ainsi que leurs chefs de gouvernements ont réussi dans ces débuts, à résoudre la tâche primordiale «comment l'Europe peut rester elle-même et, comme le précise Orban, «de sauvegarder la qualité européenne dans un monde qui, notamment en Europe de l'Ouest, était dominé de plus en plus par les mœurs et normes anglo-saxons». Les chefs d'Etat et de gouvernements d'alors, particulièrement Konrad Adenauer et Charles de Gaulle, auraient réussi de ne pas laisser recouvrir leurs conditions par le modèle anglo-saxon de la démocratie et son «capitalisme cowboy». La solution était la démocratie chrétienne avec sa pensée du Bien commun et «toute la profondeur des traditions chrétiennes comme partie de notre économie». Cela a fonctionné, voilà le constat du conférencier. Ainsi l'Europe de l'Ouest «a su rester, dans ses concepts, un facteur indépendant», tandis

que des intérêts européens pouvaient aussi être représentés en dedans des prétentions d'hégémonie américaine. Mais malgré tout les Etats-Unis, au moyen de leur «soft power», ont pu consolider leur pouvoir dans le monde entier.

Après la guerre froide, en 1990, a commencé la transformation. S'il y a eu, au début, aux Etats-Unis ainsi qu'en Europe encore des forces chrétiennes-politiques, «elles ont été remplacées depuis par des forces progressives-libérales avec un poids et un potentiel de pouvoir décisif». Depuis, ces forces occupent toutes les positions importantes en Europe ayant repris le «contrôle sur le continent». Le destin de l'Europe, ainsi conclut-il, est aujourd'hui enchaîné aux Etats-Unis – avec toutes les conséquences que cela implique.

Comme le souligne Orban, aujourd'hui ce sont des politiciens qui manquent et qui pourraient conduire l'Europe à sortir de cette «hégémonie progressive libérale».

Derrière les «valeurs universelles», si souvent évoquées par les Américains, se cachent des intérêts solides des Etats-Unis. Ce sont eux qui définissent la politique extérieure des Etats-Unis tandis que celui qui ne les soutient pas est catalogué négativement. Pour lui il n'y aura plus de dialogue sensé. «Le caractère des querelles sur les valeurs se distingue complètement de ceux concernant les intérêts». Face aux intérêts différents des compromis sont possibles. Mais lorsque quelqu'un se réfère à ses valeurs, il n'est plus prêt à des compromis. En Europe se joue la même chose; derrière les valeurs européennes évoquées à chaque moment, «se cachent le plus souvent les intérêts d'un des grands pays européens».

Un autre problème que voit Orban c'est que les Etats-Unis depuis 1990, pas seulement en Europe mais dans le monde entier, ont essayé, avec leur occidentalisation, d'ériger leurs principes progressifs-libéraux en normes et de les exporter. Cela a conduit d'un côté à de nombreuses guerres. De l'autre côté la partie non-occidentale du monde a commencé à s'accroître et à se maintenir plus fermement face aux Etats-Unis, avec résistance et rejet.

Pour Orban, par rapport de nouveau à l'UE, ce qui lui manque cruellement, c'est un noyau essentiel, un point central, «une création sui generis». L'UE existe, il est vrai, mais sans rayonnement, sans charisme. Dans ce contexte, Orban mentionne le vide qui règne en matière de direction politique n'existant pratiquement

plus au Conseil Européen, l'Assemblée des chefs d'Etats et de gouvernements de tous les 27 membres. A sa place, de plus en plus de décisions sont prises à Bruxelles par ceux qui ne doivent être que des organes exécutifs de la politique. A l'encontre de cela, la bureaucratie UE, spécialement sa Commission, s'arroge les décisions et les actions politiques.

A la question «que faire?», Orban cite l'exemple de son propre pays. Même s'il n'est pas, avec ses huit millions habitants, un exemple pour d'autres pays que l'on puisse simplement reprendre: la société hongroise est profondément pluraliste. Au sein de l'UE, elle met l'accent sur sa souveraineté. En Hongrie il n'y a pas d'hégémonie libérale unilatérale. Cela lui offre souvent le temps nécessaire à réfléchir à propos de l'Europe. Au lieu d'un «wellfare state», la Hongrie représente un «workfare state» – et ceci avec aisance. Le taux d'imposition est à seulement 15% (flat tax) tandis que le volume d'exportation est à 32% du BIP.

Au lieu de la thématique «gender», pour la société hongroise, c'est la famille qui est au centre, elle a une valeur centrale. Avec une politique de famille généreuse, la Hongrie essaye de résoudre le problème démographique. «D'après la constitution, le mariage se compose d'un homme et d'une femme. En Hongrie le père est un homme et la mère une femme».

Pour l'Europe, Orban donne les recommandations suivantes: il lui faut une feuille de route réelle pour le cas réel du retrait des Etats-Unis de l'Europe. Pour Orban, la «folie postmoderne de suprématie» a fait son temps dans la politique mondiale. Il faut former une nouvelle génération de politiciens. Il y ajoute «une dernière remarque personnelle à propos du Christianisme et de la culture chrétienne» en disant: «Je suis persuadé que la culture chrétienne doit connaître, dans nos sociétés, davantage de soutien.»

Sa dernière phrase est teintée d'optimisme: «La Hongrie n'est pas le mouton noir, mais la première hirondelle qui attend les autres!»

Le discours d'Orban, ce soir impressionnant sur le Zürichberg, a toujours été interrompu pas des applaudissements – apparemment il a touché les cœurs de beaucoup de participants. Pour moi aussi il y a beaucoup de matière à réfléchir, par contre je n'ai trouvé aucune raison justifiant le déferlement de la polémique des médias concernant sa politique et son gouvernement.

Courrier des lecteurs

Quel scandale – surveiller un journal de cette qualité – incroyable!

C'est avec consternation que j'ai appris, dans l'édition 22 du magazine Horizons et débats du 24 octobre 2023, que ce bimensuel est surveillé par le Service de renseignement de la Confédération SRC.

Les collaborateurs de ce journal travaillent tous bénévolement. Tous se sentent concernés par le bien commun. Ils sont organisés en coopérative et s'efforcent, dans chaque édition, de leur mieux pour informer les lecteurs de manière complète. Malgré un tirage faible, le journal jouit d'un lectorat attentif.

Les colonnes de ce magazine sont ouvertes à des auteurs et journalistes intègres, issus des domaines les plus divers et mettant volontiers leurs expériences et leurs connaissances à disposition, sans chercher à influencer le lecteur ou à le pousser idéologiquement dans une direction partisane. On y a accès à des informations aussi diverses que rares dans d'autres médias suisses. Ce sont des informations, des rapports rédigés par des personnalités de renom, mais que l'on peut rarement lire chez nous dans d'autres médias. Ce sont des sujets exigeants et des textes complexes. On y apprend les tenants et les aboutissants des conflits. Les sources et les faits sont cités, ce qui me permet de me faire ma propre opinion. Les articles sont rédigés dans une langue compréhensible. Ma lecture aboutit souvent à des questions plus larges, je m'adresse donc à un ami. C'est motivant, cela me permet de me former plus loin et d'élargir mes connaissances. C'est pour moi enrichissant et récon-

fortant. Une telle instruction, n'est-elle plus de mise, est-elle empêchée, ou opprimée même?

Disposant de contacts avec des gens les plus divers, j'en entends souvent dire qu'ils ne lisent plus de journaux, qu'ils se passent de regarder la télévision, qu'ils ne les supportent plus. Que l'on n'y apprend plus ce qui est vraiment le cas. Les sujets sont souvent gonflés. Tout est ciblé sur le négatif. Tout nous dépasse. On se sent abandonné au chaos, on

se sent mal. Est-ce là le but de nos grands médias? Une telle couverture médiatique ne fait que décourager.

Ficher un journal aussi précieux est une violation de la loi et une violation flagrante de la Constitution fédérale aussi. La Constitution garantit la liberté d'expression et d'information ainsi que la liberté des médias. Les autorités doivent s'y conformer. Si les autorités ne le font pas, les citoyens perdent leur confiance, et chacun peut imaginer ce que cela

donne dans une telle société. Le chaos s'installe. Il y a suffisamment d'exemples dans notre monde.

Que se passe-t-il dans notre pays libre? Sommes-nous déjà contraints de suivre quelques personnes obsédées par le pouvoir qui nous dictent ce que nous sommes autorisés à lire ou non et ce qu'est l'opinion correcte à laquelle nous devons souscrire?

Gaby Ege, Sirmach (Suisse)

Enfreinte arrogante de notre Constitution

Voici maintenant deux ans que je suis un lecteur assidu de votre journal dont je trouve les articles très équilibrés en matière de géopolitique, démontrant une attitude humaniste et un fort engagement à l'égard de la démocratie suisse, ainsi que des interviews instructives de personnalités étrangères ou des commentaires sur des livres.

Votre journal constitue un complément courageux et absolument indispensable face à la presse «main stream». Comme vous publiez souvent des faits explosifs ou des interviews «inconfortables», il y a déjà un certain temps que je me demande quand et de quelle manière les instances de l'Etat vont essayer de vous causer des problèmes. Votre annonce rédactionnelle du 17 octobre 2023 confirme mes appréhensions: une «fiche» provenant du SFR (Service fédéral de ren-

seignement) datant du 29 septembre 2023 prétend que Horizons et débats distribuerait de la «désinformation» ainsi que de la «propagande» russes.

Tout le monde devrait prendre conscience du scandale que cela implique, outre la violation des articles 16 et 17 de la Constitution fédérale suisse. Notre Constitution est un bien précieux qui devrait être préservé en tant que tel. On ne pourra alors exclure que le commentaire sur le livre de M. Jacques Baud (Poutine – maître du jeu?) paru dans une de vos éditions début octobre 23, ou l'interview de M. Ralph Bosshard, auraient pu servir comme de prétendues «preuves renouvelées de propagande pro-russe» – ceci en dépit du fait que ces deux hommes, dans leur qualité d'anciens officiers supérieurs de l'armée suisse, disposent d'une expérience internati-

onale certaine, inclusivement à l'ONU, l'O-TAN et l'OSCE.

Dans les années 1970 j'ai moi-même fait l'objet d'une «fiche»: lors d'un cours de répétition militaire, on avait trouvé une grammaire de langue russe dans mon sac à dos – j'étais alors devenu du coup un «espion» à la solde de l'URSS nécessitant de le surveiller. On aurait osé espérer que le niveau intellectuel du SFR concerné se soit étoffé entre temps – cela ne semble pas être le cas.

Dans l'espoir que Horizons et débats pourra continuer à publier sans embûches – en dépit de ladite «fiche» du SFR – la publication de ses précieux articles et rapports, qu'on ne trouve nulle part ailleurs, je vous adresse mes salutations les meilleures

Serge Linder, Mutrux / VD